



**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties au Protocole de Kyoto**

Quatorzième session

Katowice, 2-14 décembre 2018

Point X de l'ordre du jour provisoire

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision 1/CMP.3 par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ; il porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018. Un additif portant sur la période allant du 1^{er} juillet au 12 octobre 2018 sera publié après la trente-deuxième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Le Président du Conseil rendra compte oralement à la quatorzième session de la CMP des activités réalisées après la période à l'examen. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP pourrait prendre le cas échéant. On y trouvera notamment des renseignements sur les décisions et dispositions prises par le Conseil du Fonds pour l'adaptation et dont la CMP doit prendre note.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
A. Mandat	1–2	3
B. Objet de la note	3	3
C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa quatorzième session	4–5	3
II. Activités menées pendant la période considérée	6–44	4
III. Liens opérationnels et relations avec les institutions relevant de la Convention	45–70	11
IV. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....	71–78	18
V. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris.....	79–83	20
Annexes		
I. Valeur ajoutée qu'apporte le Fonds pour l'adaptation à la mise en œuvre de l'Accord de Paris : renseignements utiles au processus prévu aux paragraphes 59 et 60 de la décision 1/CP.21, au paragraphe 14 de la décision 1/CP.22, au paragraphe 11 de la décision 1/CMA.1, au paragraphe 9 de la décision 1/CMP.11, et aux paragraphes 12 et 13 de la décision 1/CMP.13 ..		22
II. Membres et membres suppléants du Conseil du Fonds pour l'adaptation.....		31
III. Budget approuvé et budget effectif de l'exercice budgétaire 2018 et budget approuvé de l'exercice budgétaire 2019 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur		33
IV. Entités d'exécution accréditées		34
V. Décisions de financement relatives à des projets que le Conseil du Fonds pour l'adaptation a prises entre le 1 ^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2018.....		36
VI. Situation du portefeuille du Fonds pour l'adaptation		47
VII. Orientations de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa treizième session et suite donnée par le Conseil du Fonds pour l'adaptation.....		58
VIII. Rapport financier du Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2018, établi par l'administrateur : supplément au rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa quatorzième session		61

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties (COP) est convenue de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après le Fonds)¹. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après le Conseil) et qu'il serait appuyé par un secrétariat et un administrateur provisoire (ci-après l'administrateur)².

2. La CMP a demandé au Conseil de lui faire rapport sur ses activités à chacune de ses sessions³. Elle a en outre invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale) à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, à titre provisoire pour l'un comme pour l'autre⁴.

B. Objet de la note

3. Le présent rapport contient des informations sur les progrès accomplis par le Fonds, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches dont celui-ci a été chargé par la CMP, ainsi que des recommandations concernant les mesures que la CMP devrait prendre le cas échéant. Sauf indication contraire, il porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018.

C. Recommandations concernant les mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa quatorzième session

4. La CMP pourrait prendre note des informations figurant dans le présent rapport.

5. Le Conseil invite la CMP à prendre note des principales activités, dispositions et décisions ci-après, qui ont été menées et prises conformément au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4 :

a) Au cours de la période considérée, trois entités d'exécution nationales habilitées à accéder directement aux ressources du Fonds ont été accréditées. À la date du présent rapport, 28 entités d'exécution nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales étaient accréditées. En particulier, 7 entités nationales des pays les moins avancés (PMA) et 6 entités nationales des petits États insulaires en développement (PEID) ont été accréditées. Parmi les 46 entités d'exécution accréditées que compte le Fonds, 13 ont été réaccréditées, à savoir 3 entités nationales, 1 entité régionale et 9 entités multilatérales ;

b) Au 30 juin 2018, les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds atteignaient 753,5 millions de dollars des États-Unis, dont 199,4 millions de dollars provenant de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 538,3 millions de dollars de contributions additionnelles et 15,8 millions de dollars de revenus de placements produits par le solde du Fonds d'affectation spéciale. Au cours de la période considérée, les recettes se sont chiffrées à 104,1 millions de dollars, dont 1,6 million de dollars provenant de la monétisation des URCE, 95,9 millions de dollars de contributions additionnelles et 6,5 millions de dollars de revenus de placements ;

c) Le montant cumulé des projets et programmes approuvés atteignait 476,8 millions de dollars au 30 juin 2018 ;

¹ Décision 10/CP.7, par. 1.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Décision 1/CMP.3, par. 5 l).

⁴ Décision 1/CMP.3, par. 18 à 23.

d) Le Conseil a adopté la première stratégie à moyen terme pour le Fonds pour la période 2018-2022 (en octobre 2017) et un plan d'exécution de la stratégie (en mars 2018). Le Conseil a commencé à exécuter la stratégie conformément au plan ;

e) Le montant des dons pour le développement de la capacité d'accès direct approuvés se chiffrait à 175 000 millions de dollars, dont 150 000 dollars au titre de la coopération Sud-Sud et 25 000 dollars au titre de l'assistance technique à la mise en œuvre de la politique relative aux garanties environnementales et sociales et de la politique relative aux questions de genre (voir annexe V pour un résumé de l'ensemble des décisions liées aux dons pour le développement de la capacité d'accès direct) ;

f) Le premier don a été approuvé au titre de la phase pilote du dispositif d'appui (en juillet 2018), à hauteur de 100 000 dollars, en vue d'apporter une assistance technique ciblée et un renforcement des capacités par une série d'outils destinés à aider les entités concernées des pays en développement à accéder aux ressources du Fonds selon les modalités d'accès direct ;

g) Le débat s'est poursuivi sur la question des relations entre le Fonds et le Fonds vert pour le climat ;

h) Au 30 juin 2018, 225,7 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement ;

i) Huit propositions de projet ou de programme national soumises par des entités d'exécution ont été approuvées pour un montant total de 29 millions de dollars, à savoir 4 provenant d'entités nationales pour un montant de 10,3 millions de dollars (Îles Cook, Micronésie (États fédérés de), Namibie et Sénégal, 1 provenant d'une entité régionale pour un montant total de 10 millions de dollars (Guinée-Bissau) et 3 provenant d'entités multilatérales pour un montant total de 18,6 millions de dollars (Fidji, Îles Salomon et Iraq) ;

j) Deux projets régionaux (multinationaux) ont été approuvés pour un montant total de 19 millions de dollars, dont 14 millions pour la Colombie et l'Équateur et 5 millions de dollars pour le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda, et il a été décidé d'allouer jusqu'à 60 millions de dollars à des propositions de projets et de programmes régionaux pendant l'exercice budgétaire 2019 (1^{er} juillet 2018-30 juin 2019) ;

k) Au cours de la période considérée, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie et la Suède ainsi que les régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale de Belgique ont versé 95,9 millions de dollars de contributions.

II. Activités menées pendant la période considérée

6. Au cours de la période considérée, le Conseil a tenu deux réunions, l'une comme l'autre dans les locaux du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, à Bonn. Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds⁵.

7. Les principales activités menées par le Conseil pendant la période considérée sont décrites dans les sections suivantes.

Élection du Président et du Vice-Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. À sa trentième réunion, en application du paragraphe 13 de la décision 1/CMP.3, le Conseil a élu par consensus M. Victor Viñas (République dominicaine, Amérique latine et Caraïbes) Président du Conseil. Entre ses trentième et trente et unième réunions, il a élu M^{me} Sylviane Bilgischer (Belgique, Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I)) Vice-Présidente.

⁵ <http://www.adaptation-fund.org>.

Changements dans la composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Pendant la période considérée, plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés. Parmi les membres, M^{me} Barbara Schäfer (Allemagne, États d'Europe occidentale et autres États) a remplacé M. Hans Olav Ibrek (Norvège), et M^{me} Bilgischer (Belgique, Parties visées à l'annexe I) a remplacé M. Michael Jan Hendrik Kracht (Allemagne). Parmi les membres suppléants, M. Massoud Rezvanian Rahaghi (République islamique d'Iran, États d'Asie et du Pacifique) a remplacé M. Naser Moghaddasi (République islamique d'Iran), M^{me} Aida Velasco Munguira (Espagne, États d'Europe occidentale et autres États) a remplacé M^{me} Yuka Greiler (Suisse) et M. Patrick Sieber (Suisse, Parties visées à l'annexe I) a remplacé M^{me} Greiler (Suisse), qui s'est démise de ses fonctions après avoir remplacé M^{me} Aida Velasco Munguira (Espagne). En outre, M. Naresh Sharma (Népal), membre, et M. Chebet Maikut (Ouganda), membre suppléant, tous deux pour les PMA, ont échangé leurs postes. Un poste de membre, antérieurement occupé par M. Lucas di Pietro Paolo (Argentine, États d'Amérique latine et des Caraïbes), et deux postes de membre suppléant, antérieurement occupés par M. Philip Weech (Bahamas, États d'Amérique latine et des Caraïbes) et par M^{me} Sylviane Bilgischer (Belgique, États d'Europe occidentale et autres États), n'avaient pas été pourvus à la fin de la période considérée.

10. La liste complète des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe II.

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2018

11. Le Conseil a adopté un calendrier pour ses trente et unième et trente-deuxième réunions, organisées en 2018 (voir tableau 1). Le Comité d'examen des programmes et projets et le Comité de l'éthique et des finances ont tenu leurs réunions juste avant chaque réunion du Conseil.

Calendrier des réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2018

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
Trente et unième réunion, 22 et 23 mars	Bonn, Allemagne
Trente-deuxième réunion, 11 et 12 octobre	Bonn, Allemagne

Ressources du Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

12. Au 30 juin 2018, l'administrateur avait vendu 26,7 millions d'URCE du Fonds au prix moyen de 7,47 dollars, ce qui avait rapporté 199,4 millions de dollars. Le produit de la monétisation des URCE s'est chiffré à 1,6 million de dollars pour la période de douze mois s'achevant le 30 juin 2018. À cette date, il restait 11,7 millions d'URCE à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des URCE adoptées par le Conseil. À ce jour, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur sur ordre du Conseil s'établit à 294,8 millions de dollars.

13. Au 30 juin 2018, 225,7 millions de dollars étaient disponibles pour de nouvelles approbations de financement.

Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

14. À sa trente et unième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019⁶.

Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

15. À sa trente et unième réunion, le Conseil a examiné et approuvé l'allocation des ressources à l'appui des activités du Conseil, de son secrétariat et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2019 (voir annexe III)⁷. Les prévisions de dépenses d'administration approuvées se

⁶ Décision B.31/28 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁷ Décision B.31/29 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

chiffrent à 6 069 715 dollars au 30 juin 2018, soit une hausse de 6 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice précédent. Les dépenses approuvées tiennent compte : 1) des dépenses de personnel hors salaires plus élevées⁸ ; 2) de la réalisation d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme ; et 3) de l'établissement de la fonction d'évaluation du Fonds.

Accréditation des entités d'exécution

16. Aux termes du paragraphe 30 de la décision 1/CMP.3, « pour soumettre une proposition de projet, les Parties et les entités chargées de la mise en œuvre ou de l'exécution doivent remplir les critères adoptés par le Conseil du Fonds pour l'adaptation conformément au paragraphe 5 c) ci-dessus, afin de pouvoir accéder à un financement par le Fonds pour l'adaptation ».

17. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni trois fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu M. Antonio Navarra (Italie, Parties visées à l'annexe I) Président et M. Chebet Maikut (Ouganda, PMA) Vice-Président. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

18. Conformément à la décision citée au paragraphe 16 ci-dessus, au cours de la période considérée, le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et approuvé l'accréditation de trois nouvelles entités d'exécution nationales, à savoir le Conseil national de gestion de l'environnement de la République-Unie de Tanzanie, la Banque agricole du Niger et le Fonds d'affectation spéciale pour la préservation de l'environnement du Bhoutan. Au cours de la période considérée, le nombre total d'entités de mise en œuvre accréditées s'est élevé à 28 entités nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales. En particulier, 7 entités nationales de PMA et 6 entités nationales de PEID ont été accréditées. Quatorze autres entités nationales de PMA et 7 entités nationales de PEID sont en cours d'accréditation. Parmi les 46 entités de mise en œuvre accréditées du Fonds, 13 ont été réaccréditées : 3 entités nationales, 1 entité régionale et 9 entités multilatérales. La liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe IV.

19. Le Comité de l'éthique et des finances, à sa vingt-deuxième réunion, les 20 et 21 mars 2018, a examiné la question de l'efficacité et de l'efficience de la procédure d'accréditation⁹. Après examen des observations et de la recommandation du Comité, le Conseil, à sa trentième réunion, a pris des décisions tendant à revoir les politiques en vigueur ou à instituer de nouvelles politiques concernant la procédure d'accréditation, ainsi qu'à renforcer et simplifier celle-ci¹⁰. Le Groupe d'experts de l'accréditation, à sa vingt-septième réunion, les 6 et 7 février 2018, a eu des débats approfondis sur l'actualisation éventuelle de la procédure de réaccréditation, dont il a été rendu compte au Conseil à sa trentième réunion¹¹. Le Groupe d'experts de l'accréditation a aussi proposé au Conseil d'examiner une version actualisée de la procédure de réaccréditation. Après examen de la recommandation du Groupe d'experts de l'accréditation, le Conseil a décidé d'adopter la version actualisée de la procédure de réaccréditation¹². En outre, afin d'éviter les retards dans la réaccréditation, le Groupe d'experts de l'accréditation a établi une note d'information à l'intention des autorités désignées sur la sélection d'une entité d'exécution nationale possible, que le secrétariat a communiquée aux autorités désignées.

Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

20. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets, créés par le Conseil en 2009, se sont réunis à deux reprises pendant la période

⁸ Le secrétariat est hébergé par le secrétariat du FEM et est administré par le Groupe de la Banque mondiale. Le taux de recouvrement des dépenses de personnel hors salaires a été révisé de 50 % à 70 % de la rémunération du personnel à compter du 1^{er} juillet 2017 au titre de la réorientation appliquée à l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale.

⁹ Document AFB/EFC.22/4 du Conseil du fonds pour l'adaptation. Disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

¹⁰ Décision B.31/26 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹¹ Document AFB/B.31/4 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹² Décision B.31/1 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

considérée, programmant leurs réunions deux jours avant celles du Conseil. M. Naresh Sharma (Népal, PMA) a été élu Président du Comité d'examen des programmes et projets et M^{me} Aida Velasco Munguira (Espagne, États d'Europe occidentale et autres États) Vice-Présidente. M^{me} Tove Zetterström-Goldmann (Suède, Parties visées à l'annexe I) a été élue Présidente du Comité de l'éthique et des finances et M^{me} Patience Dampsey (Ghana, Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I)) a été élue Vice-Présidente.

21. Le Comité de l'éthique et des finances a examiné les points ci-après et formulé des recommandations à leur propos à l'intention du Conseil : le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2017 ; la phase II de l'évaluation globale du Fonds ; l'établissement de la fonction d'évaluation ; l'efficacité et l'efficience de la procédure d'accréditation ; une nouvelle annexe aux politiques et directives opérationnelles relatives à l'exécution des projets et des programmes ; et le budget et le plan de travail du Conseil, du secrétariat et de l'administrateur.

22. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait étudié, lors de ses deux réunions et d'une période d'examen intersessions, 15 ébauches et 23 propositions complètes concernant des projets nationaux, soit 29 projets distincts.

23. Il avait aussi examiné 9 ébauches préliminaires, 8 ébauches et 7 propositions complètes concernant des projets et programmes multinationaux régionaux, soit 17 projets et programmes distincts. À sa trente et unième réunion, le Conseil a décidé de regrouper les deux filières destinées aux propositions régionales validées sur le plan technique, où figurent les propositions demandant un financement dans les deux catégories de projets et de programmes régionaux, à concurrence de 14 millions et de 5 millions de dollars, respectivement, prévues dans la décision B.28/1 b) ii) du Conseil du Fonds pour l'adaptation, de sorte que : 1) à compter de l'exercice budgétaire 2019, le montant total provisoire du financement des propositions régionales de chaque année soit alloué sans distinction entre les deux catégories décrites à l'origine dans le document AFB/B.25/6/Rev.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation ; et 2) le financement des propositions régionales validées sur le plan technique soit accordé dans l'ordre de présentation des demandes.

24. Le Comité a aussi débattu de la définition du principe du financement de l'intégralité du coût de l'adaptation dans les projets et programmes financés par le Fonds et communiqué les résultats de ses délibérations au Conseil, et a étudié des options concernant les moyens possibles d'évaluer post-réalisation les enseignements et les résultats des projets et programmes.

Décisions de financement de projets et programmes d'adaptation

25. Au paragraphe 10 de la décision 1/CMP.4, il est demandé au Conseil « de commencer à traiter les propositions de financement de projets, activités ou programmes, selon le cas, et de rendre compte des progrès accomplis à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto ».

26. Conformément à la décision citée au paragraphe 25 ci-dessus, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues au cours de la période considérée et pendant l'intersession (annexe V), le financement de huit projets nationaux totalisant 38,9 millions de dollars et de deux projets régionaux d'un montant de 19,0 millions de dollars. À la fin de la période considérée, des propositions nationales et des propositions régionales, représentant respectivement 30,6 millions et 85,7 millions de dollars, étaient en attente d'une décision que le Conseil devait prendre pendant l'intersession suivant une procédure de non-objection devant être terminée avant le 16 juillet 2018.

27. Les Parties dont le financement des propositions a été approuvé ou recommandé au cours de la période considérée sont les suivants : Équateur, Fidji, Guinée-Bissau, Îles Cook, Îles Salomon, Iraq, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie et Sénégal. Les Parties concernées par des propositions régionales dont le financement au titre du guichet de financement destiné aux programmes et projets régionaux a été approuvé ou recommandé au cours de la période considérée sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Chili, Colombie, Équateur (deux propositions), Ghana, Kenya, Niger, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Togo.

28. Outre les décisions de financement énumérées au paragraphe 25 ci-dessus, le Conseil a approuvé, aux réunions qu'il a tenues durant la période considérée, six ébauches de projets nationaux pour un montant total de 17,4 millions de dollars concernant les pays suivants : Arménie (deux ébauches), Cambodge, Indonésie (deux ébauches) et Lesotho. Il a également approuvé quatre dons destinés à financer la formulation des projets soumis par des entités d'exécution nationales, pour un montant total de 117 000 dollars.

29. Dans le cadre du guichet de financement destiné aux programmes et projets régionaux, le Conseil a approuvé cinq ébauches de projets pour un montant total de 42,4 millions de dollars pour des projets régionaux dans les pays ci-après : Argentine et Uruguay ; Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo ; Bénin, Burkina Faso et Niger ; Cuba, Jamaïque et République dominicaine ; et Thaïlande et Viet Nam. En outre, le Conseil a approuvé cinq ébauches préliminaires de projets régionaux pour un montant total de 58,3 millions de dollars pour des projets dans les pays suivants : Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine et Monténégro ; Chili, Colombie et Pérou ; Côte d'Ivoire et Ghana ; Côte d'Ivoire et Guinée ; et Djibouti, Kenya, Ouganda et Soudan. Le Conseil a également approuvé un montant de 339 980 dollars pour des dons à allouer pour la formulation de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche a été approuvée. Trois autres ébauches de projets régionaux, d'un montant de 32,1 millions de dollars, ont fait l'objet d'une recommandation d'approbation, concernant Djibouti, le Kenya, l'Ouganda et le Soudan ; la Côte d'Ivoire et le Ghana ; et le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Le don de 257 200 dollars destiné à financer leur formulation avait fait l'objet d'une recommandation d'approbation à la date de publication du présent rapport et était en attente d'une décision que le Conseil devait prendre pendant l'intersession suivant une procédure de non-objection d'une durée de deux semaines devant s'achever le 16 juillet 2018.

30. Les secteurs représentés dans les propositions complètes approuvées et les ébauches préliminaires et ébauches agréées sont les suivants : agriculture, gestion des zones côtières, réduction des risques de catastrophe, sécurité alimentaire, développement rural, développement urbain, gestion des ressources en eau, projets multisectoriels et adaptation fondée sur les écosystèmes. Cette répartition est illustrée aux figures 1 et 2 de l'annexe V.

31. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de fournir dans ses rapports à la CMP des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille du Fonds, notamment des projets à différents stades d'avancement¹³. Les renseignements demandés figurent à l'annexe VI.

32. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet ou de programme sont publiées, dès leur réception, sur le site Web du Fonds et les acteurs intéressés ont la possibilité de formuler des observations en ligne. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil peuvent être adressées au secrétariat par message électronique¹⁴, sont consultables à la page du projet correspondant sur le site Web, et sont consignées dans le descriptif de projet correspondant adressé au Comité d'examen des programmes et projets.

Stratégie à moyen terme

33. Au cours de la période considérée, le Conseil a achevé le processus d'élaboration d'une stratégie à moyen terme, qu'il avait engagé à sa vingt-septième réunion en mars 2016¹⁵. Ce processus a été progressif et consultatif, et les travaux du secrétariat ont été orientés par une équipe spéciale désignée au cours de la période intersessions précédant la vingt-neuvième réunion du Conseil et à cette réunion en mars 2017, constituée de M. David Kaluba (Zambie, États africains), M. Naser Moghaddasi (République islamique d'Iran, États d'Asie et du Pacifique), M. Aram Ter-Zakaryan (Arménie, États d'Europe orientale), M. Lucas Di Pietro Paolo (Argentine, États d'Amérique latine et des Caraïbes), M. Michael Jan Hendrik Kracht (Allemagne, Parties visées à l'annexe I), M^{me} Zetterström-Goldmann (Suède, Parties visées

¹³ Décision 1/CMP.11, par. 11.

¹⁴ <https://www.adaptation-fund.org/contact/>.

¹⁵ Décision B.27/39 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

à l'annexe I) et M. Marc-Antoine Martin (France, Parties visées à l'annexe I)¹⁶. Après en avoir examiné et modifié le projet à sa trentième réunion en octobre 2017, le Conseil a adopté la stratégie à moyen terme à cette réunion¹⁷. La stratégie à moyen terme peut être consultée sur le site Web du Conseil¹⁸.

34. La stratégie à moyen terme, qui couvre une période de cinq ans allant de 2018 à 2022, s'appuie sur le mandat actuel du Fonds, et sur une analyse de ses avantages principaux et de la façon dont il peut aider à atteindre les objectifs découlant du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris. La stratégie définit trois axes principaux d'appui aux pays en développement vulnérables : 1) action ; 2) innovation ; et 3) apprentissage et partage. Elle invite le Fonds à accélérer les mesures d'adaptation dans les pays en développement et à en améliorer la qualité, et à soutenir des projets et des programmes impulsés par les pays, l'innovation, et l'apprentissage et le partage multiniveaux à l'échelle mondiale pour une adaptation efficace. Conformément à la stratégie, toutes les activités doivent être conçues de façon à respecter l'égalité des sexes et à bénéficier aux plus vulnérables. Les pays en développement seront aidés à réaliser des projets et des programmes d'adaptation de qualité qui soient conformes à leurs besoins et objectifs de développement. Si le Fonds soutient l'innovation et l'apprentissage depuis son origine, la stratégie envisage un financement ciblé pour ces activités, notamment un soutien à la généralisation à d'autres pays ou régions des pratiques et des technologies d'adaptation innovantes qui ont fait leurs preuves. Des connaissances et des enseignements pratiques seront aussi dégagés et diffusés à partir des activités efficaces et des thèmes porteurs du Fonds.

35. À sa trentième réunion, à laquelle il a adopté la stratégie à moyen terme, le Conseil a prié le secrétariat d'établir, sous la supervision de l'équipe spéciale mentionnée au paragraphe 33 ci-dessus, un projet de plan d'exécution pour la mise en œuvre de la stratégie, qui contienne un projet de budget et examine les hypothèses et les risques principaux, y compris les risques de financement et les risques politiques, notamment. À sa trente et unième réunion, le Conseil a examiné et approuvé le projet de plan d'exécution de la stratégie à moyen terme, et a prié le secrétariat : 1) de faciliter l'exécution du plan au cours de la période 2018-2022 ; 2) d'inscrire le budget administratif nécessaire à l'exécution du plan au budget administratif annuel du secrétariat pour la période de la stratégie, pour examen par le Comité de l'éthique et des finances ; 3) d'établir, pour chaque nouveau type proposé de don et de guichet de financement, un document précis comportant des objectifs, des critères d'examen, une estimation des dons attendus, des modalités d'exécution, un processus d'examen et d'autres caractéristiques pertinentes, et de le soumettre pour examen au Conseil suivant le calendrier provisoire figurant à l'annexe du plan d'exécution, avec la contribution des comités du Conseil ; 4) de proposer, s'il y a lieu, et après examen des nouveaux types d'appui, les modifications à apporter aux politiques et directives opérationnelles du Fonds pour faciliter la réalisation de ces nouveaux types de soutien ; et 5) de suivre les progrès accomplis dans l'exécution de la stratégie et d'en rendre compte chaque année dans le cadre des rapports annuels sur les résultats du Fonds et, si nécessaire, de proposer les modifications qu'il peut être nécessaire d'apporter au plan pendant sa période d'exécution à l'occasion de l'examen du plan de travail annuel. Le Conseil a également demandé au Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation (TERG) d'entreprendre un examen à mi-parcours de la stratégie à moyen terme et du plan d'exécution et de lui faire rapport à sa trente-sixième réunion¹⁹.

36. À la date du présent rapport, le secrétariat avait engagé la mise en œuvre du plan, et entrepris d'établir certains documents concernant les nouveaux types de dons et de guichets de financement pour examen par le Conseil et ses comités.

Suivi du portefeuille

37. Au cours de la période considérée, 48 projets étaient en cours d'exécution, parmi lesquels 5 venaient d'être lancés et 2 autres s'achevaient. Au total, 292,2 millions de dollars.

¹⁶ Décision B.29/1 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁷ Décision B.30/42 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁸ <https://www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2018-2022/>.

¹⁹ Décision B.31/32 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

ont été débloqués pour les 73 projets approuvés depuis la mise en place du Fonds, dont 60 millions de dollars au cours de la période considérée. Le volume le plus important de fonds approuvés jusque-là sous forme de dons concerne les États d’Afrique, avec 25 projets représentant au total 181,9 millions de dollars (38 %), suivis par les États de la région d’Amérique latine et des Caraïbes, avec 20 projets pour un montant total de 149,7 millions de dollars (32 %) ; les États d’Asie et du Pacifique, avec 27 projets totalisant 136,1 millions de dollars (29 %) ; et les États d’Europe de l’Est, avec 1 projet et un financement approuvé s’élevant à 5,3 millions de dollars (1 %).

38. Par secteur, la plus grande partie des dons a été consacrée à des projets d’adaptation dans le secteur de la sécurité alimentaire, pour un montant approuvé de 90,3 millions de dollars (19 %), suivi de près par le secteur de l’agriculture, pour un montant de 86,8 millions de dollars (18 %), et les projets multisectoriels, pour un montant de 71,7 millions de dollars (15 %). Le huitième rapport annuel sur les résultats du Fonds, correspondant à la période allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, sera examiné par le Conseil à sa trente-deuxième réunion. La répartition indiquée plus haut est illustrée par la figure de l’annexe VI.

39. Le Fonds suit la répartition par résultats du financement proposé sous forme de dons, en fonction de son cadre stratégique de résultats. Le volume le plus important de fonds est destiné au résultat 4 du cadre stratégique : « capacité d’adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles » (113,1 millions de dollars, 24 %) ainsi qu’au résultat 5 : « renforcement de la résilience des écosystèmes au stress induit par les changements climatiques et la variabilité du climat » (81,9 millions de dollars, soit 17 %).

Troisième examen du Fonds pour l’adaptation

40. Le premier examen du Fonds s’est achevé à la huitième session de la CMP et le deuxième examen à la dixième session. Au cours de la période considérée, le troisième examen du Fonds a été achevé à la treizième session de la CMP²⁰. Conformément au mandat de la douzième session de la CMP²¹, le troisième examen a été fondé sur le mandat énoncé à l’annexe de la décision 1/CMP.12 ; les observations sur le troisième examen du Fonds émanant des Parties et des organisations ayant le statut d’observateur et des autres organisations internationales intéressées, des parties prenantes et des organisations non gouvernementales associées aux activités du Fonds et des entités d’exécution accréditées par le Conseil, conformément au mandat de l’examen et soumises pour examen par l’Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) à sa quarante-sixième session ; et une étude technique sur le troisième examen du Fonds élaboré par le secrétariat de la Convention, en collaboration avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l’adaptation, conformément au mandat de l’examen, en tenant compte des délibérations et conclusions de la quarante-sixième session du SBI et des observations exprimées ci-dessus, pour examen par le SBI à sa quarante-septième session.

41. À sa treizième session, la CMP a pris note de l’étude technique sur le troisième examen du Fonds²², et a noté avec satisfaction que la phase 1 de l’évaluation indépendante du Fonds avait été achevée, et déclaré attendre avec intérêt la phase 2. Elle a pris acte des enseignements retirés et des progrès réalisés depuis le deuxième examen du Fonds, parmi lesquels des initiatives et des améliorations telles que les modalités devant permettre une amélioration de la modalité d’accès direct ; le Programme d’appui à la planification et sa filière de parrainage Sud-Sud ; la procédure d’accréditation simplifiée pour les petites entités ; et les orientations relatives aux normes d’accréditation. La CMP a aussi pris acte des atouts particuliers du Fonds, notamment l’approbation rapide des projets, le rôle stratégique des parties prenantes au niveau infranational, les divers avantages institutionnels, l’efficacité des dispositifs institutionnels et l’appropriation accrue du processus de financement par les pays. Elle s’est félicitée de la mise en œuvre de dispositions qui imposent aux entités d’exécution de satisfaire aux garanties environnementales et sociales et à la politique d’égalité des sexes du Fonds, ce qui rend celui-ci plus efficace²³.

²⁰ Décision 2/CMP.13.

²¹ Décision 1/CMP.12.

²² FCCC/TP/2017/6.

²³ Décision 2/CMP.13, par. 1 à 5.

42. À sa treizième session, la CMP a pris note des efforts faits par le Conseil pour améliorer la coopération avec d'autres fonds afin de garantir la cohérence et la complémentarité²⁴, et a invité celui-ci : 1) à étudier des options en vue d'améliorer l'efficacité pour ce qui est du fonctionnement du Fonds ; 2) à continuer de collaborer avec les acteurs infranationaux et le secteur privé, notamment à la faveur de programmes de microfinancement, de régimes d'assurance contre les aléas climatiques, de contributions à des projets d'adaptation aux côtés des associations professionnelles locales et des agriculteurs, et de partenariats public-privé ; 3) à envisager le suivi volontaire des fonds mobilisés pour l'action climatique, selon qu'il convient ; et 4) à poursuivre les efforts visant à améliorer la complémentarité et la cohérence avec d'autres fonds relevant ou non de la Convention²⁵.

43. À sa treizième session, la CMP a aussi prié le Conseil : 1) de prendre en considération les enseignements tirés de la collaboration du Fonds avec des acteurs du secteur privé dans le cadre de projets d'adaptation au niveau local, notamment en ce qui concerne les processus décisionnels du Fonds et la communication avec les donateurs ; 2) de surveiller et d'évaluer les délais d'approbation des projets dans le cadre du Programme d'appui à la planification, en déterminant si ces délais sont liés à l'adoption de la politique environnementale et sociale du Fonds, et de prendre des mesures pour les réduire, au besoin, tout en poursuivant la mise en œuvre des garanties environnementales et sociales et de la politique d'égalité des sexes du Fonds ; 3) de continuer de fournir des informations sur les délais d'approbation des projets ; 4) de continuer de suivre les effets des mesures d'adaptation et les résultats du Fonds, y compris en utilisant des paramètres de mesure locaux et sectoriels ; et 5) de rendre compte des progrès accomplis dans les mandats découlant de la décision 2/CMP.13 dans les rapports futurs du Fonds à la CMP²⁶. On trouvera à l'annexe VII un tableau récapitulatif de la manière dont le Conseil a suivi les orientations de la CMP à sa treizième session.

44. À sa treizième session, la CMP a aussi demandé qu'à sa cinquante-deuxième session (juin 2020), le SBI engage le quatrième examen du Fonds pour l'adaptation, conformément au mandat énoncé à l'annexe de la décision 1/CMP.12, tel que modifié, et rende compte à ce sujet à son organe directeur à la réunion de celui-ci devant avoir lieu à la vingt-septième session de la Conférence des Parties (novembre 2021).

III. Liens opérationnels et relations avec les institutions relevant de la Convention

45. À sa dixième session, la CMP a prié le Conseil d'étudier des options visant à mettre en place des liens opérationnels, le cas échéant, entre le Fonds et les organes constitués au titre de la Convention, compte tenu des mandats des différents organes²⁷. À sa treizième session, elle a pris note des efforts menés par le Conseil pour améliorer la coopération avec d'autres fonds afin de garantir la cohérence et la complémentarité, et l'a invité à poursuivre les efforts en question (voir par. 42 ci-dessus).

46. Le Conseil a pris des mesures pour promouvoir l'établissement de liens avec d'autres organes relevant de la Convention, dont le Comité de l'adaptation, le Centre-Réseau des technologies climatiques, le Fonds vert pour le climat, le FEM et le Comité permanent du financement. Le secrétariat a participé, en qualité d'observateur, aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat ; au Dialogue structuré du Fonds vert pour le climat avec l'Amérique latine (tenu à Bogota (Colombie) du 5 au 8 mars 2018) ; à l'Atelier du Fonds vert pour le climat sur le renforcement des capacités d'accès direct (tenu à Songdo (République de Corée) du 29 mai au 1^{er} juin 2018) ; et à la treizième réunion du Comité de l'adaptation (tenue à Bonn du 27 février au 2 mars 2018). Un représentant du Fonds vert pour le climat a participé en tant qu'observateur aux trentième et trente et unième réunions du Conseil.

²⁴ Décision 2/CMP.13, par. 6.

²⁵ Décision 2/CMP.13, par. 7.

²⁶ Décision 2/CMP.13, par. 8.

²⁷ Décision 2/CMP.10, par. 6.

47. Le secrétariat a également participé à la deuxième réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités, du 3 au 5 mai 2018, et a participé, en qualité d'intervenant, à l'atelier de session sur le financement à long terme de l'action climatique (tenu du 7 au 8 mai 2018) ; au dialogue sur les organes constitués et l'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes, au nom du Conseil ; et à la réunion d'experts techniques sur l'adaptation (tenue à Bonn les 9 et 10 mai 2018, dans le cadre de la première partie de la quarante-huitième session du SBI et du SBSTA et de la cinquième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris).

48. Le secrétariat, constitué d'une équipe de fonctionnaires assurant les services de secrétariat du Conseil, est hébergé par le secrétariat du FEM, ce qui favorise des échanges de renseignements et de connaissances et des activités d'appui réciproques, au besoin. Le secrétariat a participé, en qualité d'observateur, à la sixième Assemblée du FEM et aux réunions connexes, qui se sont tenues à Da Nang (Viet Nam) du 23 au 29 juin 2018, et a organisé une manifestation parallèle avec le FEM, le Programme de microfinancement du FEM et le Programme des Nations Unies pour le développement.

49. Les secrétariats du Fonds vert pour le climat et du FEM ont participé au séminaire annuel des entités nationales d'exécution du Fonds qui a eu lieu dans la province de Puntarenas (Costa Rica) du 26 au 28 juillet 2017.

50. En 2015, le Conseil a étudié la possibilité d'instituer des liens opérationnels entre le Fonds et le Fonds vert pour le climat afin de canaliser les ressources pour l'adaptation, et a défini deux options :

- a) Demander à être accrédité en tant qu'intermédiaire financier auprès du Fonds vert pour le climat ;
- b) Conclure un mémorandum d'accord ou un accord spécial avec le Fonds vert pour le climat.

51. Le Conseil avait aussi étudié des moyens de renforcer la complémentarité avec le Fonds vert pour le climat au moyen d'activités concrètes. Conformément au mandat défini par le Conseil, en mai 2016, le Président a entamé un dialogue avec l'un des coprésidents du Conseil du Fonds vert pour le climat sur les liens potentiels entre les deux fonds et le secrétariat a réfléchi avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat à des activités concrètes permettant d'instaurer une collaboration dans les domaines ci-après, notamment : l'aide à la préparation, notamment dans le cadre d'activités communes, telles que des ateliers ou des séminaires organisés dans les régions ; la gestion axée sur les résultats ; l'accréditation ; et la définition des projets/programmes.

52. Au cours de la période considérée, conformément à la décision B.28/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, la procédure accélérée de réaccréditation du Fonds a été appliquée aux entités d'exécution qui avaient été accréditées auprès du Fonds vert pour le climat dans un délai de quatre ans avant la soumission de leur demande de réaccréditation auprès du Fonds. À sa trentième réunion, le Conseil a prié le secrétariat de lancer le processus en vue de l'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat ; de préparer une évaluation des options concernant les modalités de fonds à fonds indiquées au pilier 1 du cadre opérationnel du Fonds vert pour le climat pour la complémentarité et la cohérence²⁸, pour examen par le Conseil à sa trente et unième réunion ; d'élaborer un document d'information sur les avantages comparatifs du Fonds pour les besoins du débat que les deux Fonds doivent engager au niveau de leurs conseils d'administration sur les modalités de fonds à fonds, y compris sur le financement commun et le processus décisionnel ; et de poursuivre le dialogue avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat sur les activités concrètes dans le domaine de la complémentarité et la cohérence indiquées par le Conseil dans sa décision B.26/26. Il a aussi décidé de demander au Président et au Vice-Président d'assister, avec le soutien du secrétariat, à un dialogue annuel que devait engager le Fonds vert pour le climat, en vue de renforcer la complémentarité et de mener activement des échanges structurés avec le Conseil du Fonds vert pour le climat. Au cours de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties, le Président et le Vice-Président du Fonds ont participé au

²⁸ Voir document GCF/B.17/08 du Fonds vert pour le climat.

premier dialogue annuel organisé par le Fonds vert pour le climat avec des représentants des conseils d'administration et des secrétariats des mécanismes de financement de l'action climatique (Fonds, Fonds vert pour le climat, FEM et les fonds d'investissement climatiques). Comme suite à ce dialogue, le secrétariat a organisé un atelier technique avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat en février 2018.

53. À sa treizième session, la CMP a pris note des efforts menés par le Conseil pour renforcer la coopération avec d'autres fonds afin de garantir la cohérence et la complémentarité, et a invité le Fonds à poursuivre ses efforts pour améliorer la complémentarité et la cohérence avec d'autres fonds relevant ou non de la Convention²⁹.

54. À sa trente et unième réunion, le Conseil a continué d'étudier les liens potentiels avec le Fonds vert pour le climat, et a invité un représentant de son secrétariat à prendre la parole devant le Conseil afin d'expliquer la signification des modalités de fonds à fonds au titre du pilier 1 du cadre opérationnel pour la complémentarité et la cohérence avec les autres mécanismes de financement de l'action climatique. Le représentant a indiqué au Conseil que le Conseil du Fonds vert pour le climat avait adopté un cadre opérationnel devant garantir la complémentarité et la cohérence avec les autres mécanismes de financement de l'action climatique qui était constitué de quatre piliers : 1) dialogue au niveau des conseils d'administration sur les modalités de fonds à fonds ; 2) renforcement de la complémentarité entre les fonds au niveau des activités ; 3) promotion de la cohérence entre les fonds au niveau des programmes nationaux ; et 4) complémentarité au niveau du financement de l'action climatique grâce au dialogue qui existait entre les fonds. Quand le cadre avait été adopté, on était parti du principe que les différents fonds devraient avoir une certaine expérience de la collaboration mutuelle avant de mettre en place des modalités de fonds à des fonds au titre du premier pilier. Ils auraient ainsi étudié ce qu'il était possible de faire ensemble avant d'entreprendre de nouvelles modalités ou un nouveau mémorandum d'accord. Le secrétariat du Fonds vert pour le climat rendrait compte à son Conseil des activités qui auraient été réalisées, et celui-ci déciderait alors des modalités éventuellement nécessaires pour avancer sur la question de la complémentarité et de la cohérence. Si l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil du Fonds vert pour le climat n'avait pas encore été arrêté, celui-ci devrait y examiner la question de la complémentarité et la cohérence. On ne s'attendait pas qu'un mémorandum d'accord normalisé soit élaboré car chaque fonds était distinct. Ce n'était pas au secrétariat de se prononcer sur le contenu d'un mémorandum d'accord ou la question de savoir si des modalités de fonds à fonds devaient prévoir la possibilité d'une accréditation.

55. À sa trente et unième réunion, rappelant la décision B.30/43 du Conseil du Fonds pour l'adaptation et compte tenu de la correspondance ultérieure entre son secrétariat et celui du Fonds vert pour le climat, le Conseil a décidé de demander au Président et au Vice-président, aidés par le secrétariat, de collaborer activement avec le Conseil du Fonds vert pour le climat, par l'intermédiaire de ses coprésidents, en vue d'examiner des mesures concrètes visant à améliorer la complémentarité et la cohérence, y compris à la quarante-huitième session des organes subsidiaires. Il a aussi décidé de demander au secrétariat de poursuivre le dialogue avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat en vue de promouvoir les activités de collaboration relevées pendant le dialogue annuel, en novembre 2017, et pendant l'atelier technique, en février 2018, de manière à renforcer la complémentarité entre les deux Fonds et à poursuivre le processus d'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat, notamment en demandant des renseignements complémentaires au Fonds sur les options concernant les modalités de fonds à fonds indiquées au pilier 1 de son cadre opérationnel pour la complémentarité et la cohérence. En conséquence, le Président et le Vice-Président du Fonds, avec l'appui du secrétariat, ont tenu une réunion bilatérale avec les coprésidents du Fonds vert pour le climat à la quarante-huitième session des organes subsidiaires et examiné les mesures concrètes susceptibles d'être prises pour renforcer la complémentarité et la cohérence entre les deux Fonds. Le secrétariat a aussi poursuivi son dialogue avec le secrétariat du Fonds vert pour le climat afin de promouvoir les activités de collaboration relevées lors du dialogue annuel, en novembre 2017, et de l'atelier technique, en février 2018, et a demandé au Fonds des renseignements complémentaires sur les modalités de fonds à

²⁹ Décision 2/CMP.13, par. 6.

fonds indiquées au pilier 1 de son cadre opérationnel pour la complémentarité et la cohérence. Dans le contexte des modalités de fonds à fonds, le Conseil a tenu des débats approfondis, notamment sur l'option consistant à demander l'accréditation en qualité d'intermédiaire financier auprès du Fonds vert pour le climat.

56. En outre, dans le cadre de son dialogue avec le Fonds vert pour le climat, le secrétariat a participé à un certain nombre de manifestations organisées par ce dernier : 1) l'atelier technique d'experts sur le financement de l'adaptation climatique, tenu les 5 et 6 mars 2018 à Songdo, pour recueillir des avis d'experts sur les pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques et les méthodes de financement de l'adaptation, les recommandations et les résultats pertinents de l'atelier devant servir de contribution à la proposition d'orientations du secrétariat du Fonds vert pour le climat sur les modalités et la portée du soutien aux activités d'adaptation ; 2) le premier dialogue structuré du Fonds vert pour le climat avec l'Amérique latine, tenu du 5 au 7 mars 2018 à Bogota, dont l'objectif était de mettre au point une stratégie pour la formulation des priorités et des perspectives régionales et de collaboration avec le Fonds vert pour le climat ; et 3) l'atelier du Fonds vert pour le climat sur le renforcement des capacités d'accès direct, tenu du 29 mai au 1^{er} juin 2018 à Songdo, qui visait à répondre aux besoins et aux problèmes de capacité des entités à accès direct et à aider celles-ci à développer leurs projets en attente.

Financement de projets régionaux

57. À sa vingt-cinquième réunion, en avril 2015, le Conseil a approuvé un Programme pilote concernant les projets et programmes régionaux pour un montant plafonné à 30 millions de dollars³⁰. L'objectif général de ce programme pilote était d'expérimenter différentes approches régionales relatives à la mise en œuvre de projets concrets d'adaptation aux changements climatiques dans des pays en développement vulnérables et de recenser les leçons tirées. Ces leçons aideraient le Conseil à décider ultérieurement s'il convient ou non d'intégrer le projet en question dans les activités du Fonds. Le programme pilote ne devait pas entrer en ligne de compte dans le plafond de 50 % que le Conseil avait institué à sa douzième réunion³¹ pour les propositions soumises par les entités d'exécution multilatérales ni dans le plafond de 10 millions de dollars par pays fixé par le Conseil à sa treizième réunion^{32, 33}.

58. L'appel à propositions régionales a été lancé le 5 mai 2015. L'intérêt porté au programme reste important, le montant des propositions soumises aux deux réunions du Conseil organisées la première année s'étant élevé à 188 millions de dollars et à 101,6 millions de dollars pendant la période considérée. À sa vingt-huitième réunion, le Conseil a réfléchi à l'avenir du programme pilote sur la base d'une proposition formulée par le secrétariat et après examen par le Comité d'examen des programmes et projets. Il a décidé que des fonds continueront d'être versés en faveur des projets et programmes régionaux après la venue à terme du programme pilote et il a par conséquent ouvert un guichet de financement permanent doté d'un budget approuvé chaque année³⁴, avec 30 millions de dollars pour l'exercice 2018 (1^{er} juillet 2017-30 juin 2018)³⁵. À sa trente et unième réunion, le Conseil a décidé d'inscrire à son programme de travail pour l'exercice 2019 (1^{er} juillet 2018-30 juin 2019) un crédit d'un montant de 60 millions de dollars destiné au financement de propositions de projets et de programmes régionaux, comme suit : 1) un montant maximum de 59 millions de dollars à utiliser pour financer les propositions de projets et de programmes régionaux appartenant aux deux catégories de projets et programmes régionaux, celles pour lesquelles est demandé un montant maximum de 14 millions de dollars, et celles pour lesquelles est demandé un montant maximum de 5 millions de dollars ; et 2) un montant maximum d'un million de dollars pour le financement de demandes de dons au titre de la formulation de projets en vue de l'élaboration d'ébauches de projets et de programmes régionaux ou de propositions complètes de projets et de programmes.

³⁰ Décision B.25/28 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³¹ Décision B.12/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³² Décision B.13/23 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³³ Document AFB/B.25/6/Rev.2 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁴ Décision B.28/1 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁵ Décision B.29/4 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

59. Pendant la période considérée, le Conseil a approuvé les politiques et directives opérationnelles actualisées du Fonds, où sont définies des procédures devant permettre d'inscrire le Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique dans une démarche de plus long terme et d'en faire une composante permanente du Fonds³⁶. Le Conseil a également approuvé le cadre de résultats actualisé du Programme, de façon à pouvoir aligner celui-ci sur le cadre stratégique de résultats, la stratégie de gestion des connaissances et le cadre d'évaluation du Fonds, ainsi que sur le système de notification et de suivi des résultats³⁷. Les activités de développement de la capacité d'accès au financement font partie intégrante de la stratégie à moyen terme et du plan d'exécution connexe, décrits au paragraphe 35 ci-dessus.

60. Les activités ci-après ont été réalisées au cours de la période considérée :

a) Le quatrième séminaire à l'intention des entités d'exécution nationales (26 au 28 juillet 2017, province de Puntarenas, Costa Rica)³⁸ ;

b) Un atelier régional sur le développement de la capacité d'accès direct au financement pour les Caraïbes (24 et 25 octobre 2017, Wildey, Barbade), en partenariat avec la Banque de développement des Caraïbes³⁹ ;

c) Deux séminaires en ligne sur le financement de l'action climatique : le cinquième, tenu le 7 décembre 2017, sur le thème « étapes essentielles dans l'évaluation des projets et programmes d'adaptation », et le sixième, tenu le 19 avril 2018, sur le thème « Intégration des questions d'environnement, des questions sociales et des questions liées à l'égalité des sexes dans les projets et programmes d'adaptation »⁴⁰ ;

d) Financement du pilotage d'une plateforme en ligne destinée au réseau d'entités d'exécution nationales du Fonds en partenariat avec l'Institut des ressources mondiales, dans le but d'appuyer le renforcement des capacités de ces entités au moyen d'un dialogue et d'échanges plus réguliers et soutenus ;

e) Approbation de trois dons au titre de la coopération Sud-Sud pour aider les pays en développement à déterminer les institutions nationales susceptibles de jouer le rôle d'entité d'exécution et à établir et soumettre une demande d'accréditation, en Côte d'Ivoire, sous la responsabilité du Centre de suivi écologique, entité d'exécution nationale sénégalaise, ainsi qu'en Dominique et aux Maldives, sous la responsabilité du Ministère de l'environnement, entité d'exécution nationale d'Antigua-et-Barbuda⁴¹ ;

f) Approbation d'un don d'assistance technique destiné à aider l'entité d'exécution nationale du Maroc, l'Agence pour le développement agricole, à renforcer son aptitude à traiter et gérer les risques environnementaux et sociaux et les aspects concernant l'égalité des sexes dans les projets et programmes d'adaptation, ainsi qu'au niveau institutionnel⁴² ;

g) Un atelier consacré au dispositif d'appui au développement de la capacité d'accès au financement, visant à mieux faire comprendre les difficultés et les lacunes qui entravent l'accès des pays en développement aux ressources du Fonds et à renforcer la capacité des entités nationales d'exécution accréditées du Fonds à s'entraider et à remédier à ces problèmes grâce au mécanisme des dons au titre de la coopération Sud-Sud. Cet atelier a été organisé en partenariat avec l'Autorité nationale de gestion de l'environnement, entité d'exécution nationale kényane, du 4 au 6 avril 2018, à Nairobi⁴³.

³⁶ Décision B.2309/4244 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁷ Décision B.30/45 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁸ Disponible à l'adresse <https://www.adaptation-fund.org/readiness/news-seminars/>.

³⁹ Voir note 38 *supra*.

⁴⁰ Voir note 38 *supra*.

⁴¹ Décisions B.30-31/10 à B.30-31/12.

⁴² Décision B.30-31/9.

⁴³ Voir note 38 *supra*.

Évaluation globale du Fonds pour l'adaptation

61. La phase II de l'évaluation globale du Fonds (évaluation du portefeuille de projets et de programmes du Fonds) a été mise en œuvre et achevée pendant la période considérée⁴⁴. Selon le rapport d'évaluation, le Fonds continue de jouer un rôle important dans l'architecture mondiale du financement de l'action climatique grâce à ses diverses activités et apporte une valeur ajoutée à cette architecture de trois manières : en s'occupant exclusivement de l'adaptation, en soutenant des activités concrètes et en mettant en œuvre l'accès direct. Le rapport souligne également que l'alignement de ce portefeuille sur d'autres fonds climatiques et engagements mondiaux relatifs au financement de l'action climatique et au développement international offre une base solide aux initiatives éventuelles de collaboration et de coordination. Il constate en outre que le Fonds progresse dans les sept domaines de son cadre stratégique de résultats et que ses projets contribuent à renforcer la résilience au niveau national ou local.

62. Durant la période considérée, le Conseil a approuvé le rétablissement de la fonction d'évaluation à long terme du Fonds afin de garantir la mise en œuvre indépendante du cadre d'évaluation du Fonds, par l'intermédiaire du TERG, constitué d'un groupe indépendant d'experts de l'évaluation, qui sont tous indépendants fonctionnellement du secrétariat et rendent compte au Conseil⁴⁵. Un secrétariat restreint du TERG, constitué d'un poste à temps complet (spécialiste de l'évaluation) soutenu par un consultant à temps partiel et par le personnel administratif du secrétariat, en fonction des besoins, assurera un appui au TERG. Le recrutement des membres du TERG et de son secrétariat est en cours.

Communications

63. Pendant la période considérée, le Conseil s'est employé plus activement à diffuser des informations sur les activités du Fonds, en publiant 21 communiqués de presse et deux comptes rendus de projets, en plusieurs langues, ainsi que trois bulletins d'information électroniques et un article complet, fortement médiatisé, écrit pour un site Web externe.

64. La période considérée a été marquée par la célébration du dixième anniversaire du lancement des activités du Fonds et de la création du Conseil, à la troisième session de la CMP, tenue à Bali (Indonésie). À l'occasion du dixième anniversaire du Fonds, le Conseil a diffusé une publication anniversaire où ont été mis en relief, par 56 articles publiés sous forme électronique et imprimée, les projets, les programmes, les partenariats et les réalisations du Fonds. Pour célébrer cet anniversaire, une manifestation a été organisée conjointement avec la ville de Bonn à l'ancien hôtel de ville de Bonn. Les débats ont été animés par le Président du Conseil et un discours liminaire a été prononcé par le Vice-Président. Cette manifestation a rassemblé d'éminents orateurs, dont le Maire de Bonn, M. Ashok Sridharan, la Ministre fédérale allemande de l'environnement, M^{me} Barbara Hendricks, la Directrice générale et Présidente du FEM, M^{me} Naoko Ishii, la Représentante permanente adjointe du Belize auprès de l'Organisation des Nations Unies, M^{me} Janine Felson, le Coordonnateur du Centre de suivi écologique (entité d'exécution nationale sénégalaise), M. Déthié Soumaré Ndiaye, et un représentant du secrétariat de la Convention. Une exposition multimédia sur les activités du Fonds a également été présentée. Une page Web consacrée à cet anniversaire a été créée ; elle a été consultée près de 6 000 fois et a ainsi permis de mieux faire connaître les activités et l'utilité du Fonds, tout en diffusant des propos édifiants de champions de l'action climatique et de partenaires du Fonds.

65. La stratégie à moyen terme, adoptée en octobre 2017, a constitué un thème important de la communication du Conseil pendant la période considérée. Cette stratégie et ses principaux piliers et thèmes intersectoriels ont été diffusés au moyen de vidéos, de comptes rendus de projets, de brochures, d'affiches et de communiqués de presse.

66. Plus de 280 articles médiatiques sur le Fonds ont été publiés dans la presse du monde entier, dont un grand nombre aux États-Unis d'Amérique et en Allemagne. La plupart ont été rédigés en anglais (258) ; des articles en allemand (9) et en français (7) sont parus également.

⁴⁴ Le rapport final de l'évaluation globale du Fonds est disponible à l'adresse http://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2018/06/AF_Phase2_Eval_4June.pdf.

⁴⁵ Décision B.30/38 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Environ 72 articles ont été publiés pendant le seul mois de novembre 2017, dans le contexte de la vingt-troisième session de la COP et de la manifestation organisée pour célébrer le dixième anniversaire du Fonds ; 97 % d'entre eux ont été positifs ou neutres. S'agissant des médias sociaux, pendant la période considérée, le secrétariat a publié 430 tweets, acquis 1 895 nouveaux abonnés sur Twitter et obtenu 27 526 mentions et visites de profil (soit une augmentation de plus de 4 500 par rapport à l'année précédente). La communication a progressé sur d'autres supports également, avec 367 messages Facebook, 91 messages LinkedIn et 10 nouveaux albums photo Flickr. Huit nouvelles vidéos présentant les activités du Fonds et les thèmes abordés à l'occasion de son dixième anniversaire ont été créées. Elles ont été visionnées directement 814 fois et bien davantage si l'on tient compte du partage sur les réseaux sociaux ou du visionnage lors de la manifestation. En ce qui concerne la communication en ligne, des pages Web ont été créées pour présenter les activités, objectifs et résultats du Fonds à l'occasion de la vingt-troisième session de la COP, de la quarante-huitième session des organes subsidiaires⁴⁶ et de la conférence « Adaptation Futures » 2018⁴⁷. Grâce à la présence active du Fonds sur Internet, le nombre de visites uniques de son site Web a augmenté de 19 %, et le nombre de pages consultées de 23 % par rapport à la période précédente.

67. De nouvelles brochures ont été créées pour présenter le portefeuille du Fonds et les thèmes dont il s'occupe, comme l'accès direct, l'appui aux petits États insulaires en développement (PEID), l'égalité des sexes, les politiques environnementales et sociales et l'adaptation urbaine. Des notes d'information, des affiches et divers éléments relatifs à la célébration du dixième anniversaire ont été élaborés et diffusés. La collaboration avec les entités d'exécution et d'autres partenaires et parties prenantes a été renforcée en vue de promouvoir les activités du Fonds.

68. Des expositions multimédias ont été organisées pour présenter les projets du Fonds à l'occasion de la Journée des Nations Unies à Bonn, le 14 octobre 2017, de la vingt-troisième session de la COP, de la manifestation consacrée au dixième anniversaire du Fonds et de la conférence « Adaptation Futures » 2018. De nombreuses manifestations parallèles de haut niveau, auxquelles sont intervenus des représentants d'entités d'exécution nationales, d'organisations de la société civile et de Parties, ont été organisées pendant la vingt-troisième session de la COP, la quarante-huitième session des organes subsidiaires et d'autres grandes conférences sur le climat. À la vingt-troisième session de la COP, le Conseil a tenu sa première conférence de presse, où il a présenté son portefeuille concernant les PEID. En partenariat avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, il a également organisé à l'intention des pays francophones une manifestation parallèle en français sur le thème des projets régionaux d'adaptation, en marge de la vingt-troisième session de la COP, le 7 novembre 2017 au pavillon de la Francophonie.

Participation à des réunions et à d'autres manifestations

69. Des membres du Conseil et le secrétariat ont participé à diverses manifestations pour présenter l'expérience du Fonds, et des visites ont été organisées à cette occasion sur des sites de projets en Afrique du Sud, au Cambodge et en Colombie. Outre les réunions du Conseil, les réunions du Groupe d'experts de l'accréditation et les manifestations en rapport avec le développement de la capacité d'accès au financement (voir par. 59 et 60 *supra*) qu'ils ont organisées, le Conseil et le secrétariat ont pris part aux manifestations suivantes :

- a) Forum 2017 du Comité permanent du financement sur le thème « Mobiliser le financement en vue d'infrastructures résilientes aux changements climatiques », organisé par le secrétariat de la Convention (6 et 7 septembre 2017, Rabat, Maroc) ;
- b) Sommet Climate Chance 2017 (acteurs locaux de l'action climatique) (11-13 septembre 2017, Agadir, Maroc) ;
- c) Semaine du climat 2017 à New York (18-24 septembre 2017, New York) ;
- d) Journée des Nations Unies (14 octobre 2017, Bonn, Allemagne) ;

⁴⁶ Disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/cop23/>.

⁴⁷ Disponible à l'adresse : <https://www.adaptation-fund.org/adaptation-fund-at-adaptation-futures-2018/>.

- e) Journées du partenariat, en prévision de la vingt-troisième session de la COP (16 et 17 octobre 2017, Nadi, Fidji) ;
- f) Séminaire d'experts organisé par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, sur le thème « Meilleures pratiques, enseignements et perspectives en ce qui concerne les obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable » (17 et 18 octobre 2017, Genève) ;
- g) Vingt-troisième session de la COP et treizième session de la CMP ;
- h) Séance de formation à l'intention des conseillers nationaux, organisée par le Climate Finance Access Hub du Secrétariat du Commonwealth (21 et 22 février 2018, Port-Louis, Maurice) ;
- i) « CitiesIPCC », Conférence sur les villes et la science des changements climatiques (5-7 mars 2018, Edmonton, Canada) ;
- j) Premier dialogue structuré du Fonds vert pour le climat avec l'Amérique latine (5-7 mars 2018, Bogota, Colombie) ;
- k) Dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième réunions du Conseil du Fonds vert pour le climat ;
- l) Treizième réunion du Comité de l'adaptation (27 février-1^{er} mars 2018, Bonn) ;
- m) Atelier interactif avec les fonds pour le climat, « Financement de l'action climatique pour les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés : défis et perspectives » (19 mars 2018, Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York) ;
- n) Première partie de la quarante-huitième session du SBI, première partie de la quarante-huitième session du SBSTA et cinquième partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris ;
- o) Atelier nordique, « Adaptation aux changements climatiques et pertes et préjudices après Paris : créer des liens entre différents niveaux de gouvernance » (13-15 mai 2018, Dragsholm, Danemark) ;
- p) Conférence « Adaptation Futures » 2018 (18-22 juin 2018, le Cap, Afrique du Sud) ;
- q) Congrès mondial ICLEI 2018 (19-22 juin 2018, à Montréal, Canada) ;
- r) Sixième Assemblée du FEM et réunions connexes (23-29 juin 2018, Da Nang, Viet Nam).

Dialogue avec des organisations de la société civile

70. À sa douzième réunion, le Conseil a engagé des séances de dialogue régulières avec les organisations de la société civile afin d'écouter leurs propositions, de recueillir leurs observations sur les questions inscrites à l'ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Ces séances font partie de l'ordre du jour du Conseil.

IV. Appui apporté à l'exécution du mandat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

71. À sa cinquième session, la CMP a invité les Parties visées à l'annexe I de la Convention et les organisations internationales à alimenter le Fonds pour l'adaptation en versant des contributions qui s'ajouteront à la part des fonds provenant des activités de projet exécutées au titre du mécanisme pour un développement propre⁴⁸. Elle a renouvelé cette invitation à sa septième session⁴⁹.

⁴⁸ Décision 4/CMP.5, par. 9.

⁴⁹ Décision 6/CMP.7, par. 5.

72. Le Conseil a approuvé une stratégie de mobilisation de fonds à sa vingt-deuxième réunion, une version révisée de la stratégie de mobilisation de ressources à sa vingt-huitième réunion, et un plan d'action pour la mobilisation de ressources à sa vingt-neuvième réunion. Il a tenu une séance de dialogue avec les donateurs en marge de la vingt-troisième session de la COP et de la treizième session de la CMP. Une autre séance devrait avoir lieu dans le cadre de la vingt-quatrième session de la COP et de la quatorzième session de la CMP (décembre 2018).

73. Après avoir atteint puis dépassé son premier objectif de collecte de fonds, qui consistait à recueillir auprès des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions un montant de 100 millions de dollars pour la période allant du 16 mars 2012 au 31 décembre 2013, le Conseil a fixé son deuxième objectif de mobilisation à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015. Les contributions des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions se sont élevées à 64,4 millions de dollars pour 2014 et à 74,1 millions de dollars pour 2015. À sa vingt-septième réunion, en mars 2016, le Conseil a fixé son troisième objectif de mobilisation de ressources à 80 millions de dollars par an pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017. En 2016, les contributions à cet objectif des Parties visées à l'annexe I et de leurs régions ont atteint 81,4 millions de dollars.

74. Durant la période considérée, le Fonds a reçu en 2017 un montant record de 95,6 millions de dollars de contributions, supérieur à l'objectif fixé pour 2017. Ces contributions ont été versées par les pouvoirs publics de la Région de Bruxelles-Capitale de la Belgique (0,7 million), de l'Allemagne (59,3 millions), qui contribuait au Fonds pour la première fois, de l'Irlande (0,4 million), de l'Italie (8,6 millions), de la Suède (22,1 millions) et de la Région wallonne de la Belgique (4,6 millions). Le Conseil tient à remercier tous ces contributeurs d'avoir aidé le Fonds à atteindre son objectif de mobilisation de ressources pour 2017. Il prend également acte de l'appui de la présidence fidjienne de la vingt-troisième session de la COP à ces efforts de mobilisation de ressources, et du soutien du secrétariat du Fonds, de l'administrateur et du secrétariat de la Convention. Une liste complète des contributeurs au Fonds et des montants des contributions figure à la section « CER Sales Proceeds and Donations » de l'annexe VIII (en anglais seulement).

75. Le Conseil a mis en œuvre ses activités de collecte de fonds avec l'appui de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources, qui était composée de M^{me} Bilgischer, M^{me} Dampsey, M. Di Pietro Paolo, M. Martin, M. Navarra, M. Ter-Zakaryan et M^{me} Zetterström-Goldmann.

76. Depuis 2012, le secteur privé et les particuliers ont la possibilité de faire des dons au Fonds au moyen d'un service en ligne créé en collaboration avec United Nations Foundation. Pendant la période considérée, la page Web du Fonds contenant des informations sur ce type de dons a été modifiée, et cette possibilité a été promue périodiquement à l'aide des réseaux sociaux parallèlement aux objectifs et aux résultats de mobilisation de ressources du Fonds.

77. À sa trente et unième réunion, après avoir entendu un rapport sur les résultats d'une réunion de l'équipe spéciale chargée de la mobilisation des ressources tenue en marge de cette réunion du Conseil, et une recommandation figurant dans ledit rapport, le Conseil a décidé de fixer un nouvel objectif de mobilisation de ressources de 90 millions de dollars pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019⁵⁰. L'équipe spéciale avait étudié la possibilité de mobiliser des fonds supplémentaires pour certains thèmes ou sujets, parmi lesquels le volet innovation de la stratégie à moyen terme du Fonds. Elle avait passé en revue les activités de mobilisation de ressources en cours, y compris les activités de communication auprès des entités infranationales, dans le cadre desquelles le réseau ICLEI – Local Governments for Sustainability avait promu activement les dons au Fonds à l'aide d'un lien permettant d'effectuer des dons sur son site Web en prévision du Congrès sur les villes résilientes (24-26 avril 2018, Bonn); le renouvellement pour une période supplémentaire de deux ans de l'accord-cadre conclu avec United Nations Foundation pour faciliter la possibilité de faire des dons en ligne; et la communication en direction de nouveaux contributeurs.

⁵⁰ Décision B.31/31 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

78. Conformément au paragraphe 18 de la décision 1/CMP.3, l'équipe chargée d'assurer les services de secrétariat du Fonds compte 9 fonctionnaires, à savoir 1 responsable du secrétariat, 2 spécialistes principaux des changements climatiques, 2 fonctionnaires chargés des opérations (accréditation et coordination des activités relatives à la capacité d'accès au financement), 1 spécialiste de la communication, 1 spécialiste de la gestion des connaissances et 2 analystes des opérations (affaires juridiques et activités d'accréditation et gestion axée sur les résultats). Elle comprend également 1 administrateur auxiliaire chargé des opérations, 1 assistant principal pour les programmes et 3 consultants recrutés pour des périodes de courte durée (communication et appui aux opérations). Au moment de l'établissement du présent rapport, le poste d'administrateur auxiliaire chargé des opérations était en cours de conversion en poste d'analyste financier, et une procédure de recrutement devait être engagée pour le nouveau poste de spécialiste de l'évaluation.

V. Le Fonds pour l'adaptation et l'Accord de Paris⁵¹

79. Dans sa décision 1/CP.21 portant adoption de l'Accord de Paris, la COP a estimé que le Fonds pouvait concourir à l'application de l'Accord, sous réserve des décisions pertinentes de la CMP et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA)⁵². Elle a invité la CMP à examiner cette question et à adresser une recommandation à la CMA à sa première session⁵³. La CMP a engagé ce processus à sa onzième session en recommandant que la CMA considère, à sa première session, que le Fonds pour l'adaptation peut concourir à l'application de l'Accord. Elle a invité la COP à demander, à sa vingt-deuxième session, au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'effectuer les travaux préparatoires nécessaires concernant cette question et d'adresser une recommandation à la CMP pour qu'elle l'examine et l'adopte au plus tard à sa quinzième session (novembre 2019)⁵⁴. Ces dispositions ont défini des orientations pour déterminer si le Fonds doit être considéré comme une des institutions concourant à l'application de l'Accord de Paris.

80. À sa première session, la CMA a décidé que le Fonds devait concourir à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, conformément aux décisions qui seraient prises lors de la troisième partie de sa première session, qui se tiendrait parallèlement à la vingt-quatrième session de la COP, ainsi que des décisions prises par la CMP concernant les dispositifs de gouvernance, les structures institutionnelles, les mécanismes de contrôle et les modalités de fonctionnement du Fonds⁵⁵.

81. À sa vingt-deuxième session, la COP a prié le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'analyser, dans le cadre de son examen des activités préparatoires relatives au Fonds, les dispositifs de gouvernance, les structures institutionnelles, les mécanismes de contrôle et les modalités de fonctionnement du Fonds, de sorte que celui-ci concoure à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et a invité les Parties à présenter, avant le 31 mars 2017, leurs vues sur ces mêmes éléments du Fonds, de sorte que celui-ci concoure à la mise en œuvre de l'Accord de Paris⁵⁶.

82. Dans sa décision 1/CMP.13, la CMP a décidé que le Fonds pour l'adaptation devait concourir à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, sous réserve et en application des décisions qui seront prises pendant la troisième partie de la première session de la CMA, conformément au paragraphe 11 de la décision 1/CMA.1⁵⁷. Elle a également décidé qu'elle examinera la question de savoir si le Fonds pour l'adaptation concourra exclusivement à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, sous la direction de la CMA devant laquelle il sera responsable, suivant une recommandation sur cette question qui lui a été adressée par la CMA à sa quinzième session⁵⁸.

⁵¹ On trouvera à l'annexe I des informations sur la contribution particulière du Fonds à la mise en application de l'Accord de Paris.

⁵² Décision 1/CP.21, par. 59.

⁵³ Décision 1/CP.21, par. 60.

⁵⁴ Décision 1/CMP.11, par. 8 et 9.

⁵⁵ Décision 1/CMA.1, par. 11.

⁵⁶ Décision 1/CP.22, par. 14 et 15.

⁵⁷ Décision 1/CMP.13, par. 12.

⁵⁸ Décision 1/CMP.13, par. 13.

83. À sa trente et unième réunion, le Conseil a examiné cette question au titre du point 11 de son ordre du jour, qui portait sur les questions découlant de la vingt-troisième session de la COP, de la treizième session de la CMP et de la première session de la CMA. Il a pris note de la question mais n'a pas pris de décisions à ce sujet⁵⁹.

⁵⁹ Voir document AFB/B.31/8 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, par. 84 et 85.

Annexe I

Valeur ajoutée qu’apporte le Fonds pour l’adaptation à la mise en œuvre de l’Accord de Paris : renseignements utiles au processus prévu aux paragraphes 59 et 60 de la décision 1/CP.21, au paragraphe 14 de la décision 1/CP.22, au paragraphe 11 de la décision 1/CMA.1, au paragraphe 9 de la décision 1/CMP.11, et aux paragraphes 12 et 13 de la décision 1/CMP.13

[Anglais seulement]

1. When adopting the Paris Agreement at its twenty-first session, the Conference of the Parties (COP) recognized that the Adaptation Fund (hereinafter referred to as the Fund) may serve the Paris Agreement, subject to relevant decisions by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA).¹ It invited the CMP to consider the issue and make a recommendation to CMA 1.² This mandate established a road map for Parties to consider making the Fund one of the institutions serving the Paris Agreement.

2. The relevant and necessary process started already in Paris at COP 21/CMP 11, and steady progress in fulfilling the mandate has been made by Parties (see the box below for details). Herein, the Adaptation Fund Board (hereinafter referred to as the Board) presents updated information on the added value of the Fund for the operationalization of the Paris Agreement, which the CMP may wish to consider forwarding to the COP in order to inform the deliberations of the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) on this matter, as per decision 1/CMP.11, paragraph 9, decision 2/CMP.12, paragraph 14, and decision 1/CMP.13, paragraph 14.

How can the Adaptation Fund advance the operationalization of the different components of the Paris Agreement? What value may the Adaptation Fund add to the Paris Agreement?

3. The Paris Agreement, in its Article 2, includes adaptation and finance as key components of the global response to climate change, alongside mitigation. It also emphasizes in its Article 7 that adaptation action should follow a country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent approach, taking into consideration vulnerable groups, communities and ecosystems. These components are supported by capacity-building, as per Article 11 of the Paris Agreement. The Fund, as a fully operational financial mechanism for concrete adaptation projects and programmes that also offers targeted readiness support for developing countries’ national entities to access climate change adaptation finance, can contribute to advancing the operationalization of the Paris Agreement. The Fund is already contributing to closing the adaptation gap by funding its portfolio. The information below elaborates on the added value of the Fund for the operationalization of the Paris Agreement and for contributing to the objective of the Paris Agreement, as outlined in Article 2 and relevant Articles on adaptation, finance and capacity-building.

¹ Decision 1/CP.21, paragraph 59.

² Decision 1/CP.21, paragraph 60.

Adaptation

4. The Paris Agreement recognizes adaptation as a global challenge and established a global goal on adaptation of enhancing adaptive capacity, strengthening resilience and reducing vulnerability to climate change.³ It also recognizes the importance of support and taking into account the needs of developing countries.⁴ The Paris Agreement established a global stocktake process to assess the collective progress made towards achieving the purpose of the Paris Agreement, including adaptation and finance (means of implementation).⁵

5. During 2015 and 2016, a total of 165 intended nationally determined contributions (INDCs) were submitted to the UNFCCC secretariat, 137 of which included an adaptation component, highlighting Parties' common determination to strengthen national adaptation efforts in the context of the Paris Agreement. Some Parties stressed that adaptation is their main priority for addressing climate change, in particular as they see it as strongly linked to national development, sustainability and security. Many Parties underlined the need for international finance, technology transfer and capacity-building support for adaptation, in line with the Convention. The INDC of each Party that ratifies the Paris Agreement will be considered a nationally determined contribution (NDC) upon ratification, unless the Party notifies the secretariat otherwise.⁶ As at 1 October 2017, the NDC registry indicated that the NDCs of 108 Parties contained adaptation-related information, including the countries' adaptation efforts and their policies' link to adaptation with sustainable development, adaptation-related national laws, policies and development frameworks, a description of the national institutional arrangements relevant to adaptation, and information related to costs of adaptation and adaptation needs.⁷

6. The Fund is a fully operational financial mechanism dedicated to supporting concrete and tangible interventions to address climate change adaptation and to build resilience. It has allocated USD 476.0 million to 73 concrete adaptation projects and programmes in 59 countries, including 13 small island developing States (SIDS) and 18 least developed countries (LDCs). The portfolio of the Fund benefits 5.6 million direct beneficiaries in the most vulnerable communities in developing countries. It covers most sectors related to adaptation, namely, coastal zone management, sustainable agriculture, water management, urban and rural development, and disaster risk reduction. The projects and programmes funded are of a value up to USD 10.0 million,⁸ which is replicable and scalable with funding from other sources. Eight projects and programmes funded by the Fund in Georgia, Honduras, Maldives, Nicaragua, Pakistan, Senegal, Solomon Islands and Turkmenistan have already achieved completion, and 30 have completed their midterm evaluation.

7. The Fund provides country-driven access to its resources through its direct access modality, which also contributes to building in-country institutional capacity for the overall management of projects and programmes during the process. Direct access represents 34 per cent of the Fund portfolio. Nineteen national implementing entities (NIEs) are currently implementing a total of 25 projects funded by the Fund, and one has completed its first project (Centre de Suivi Ecologique, Senegal).

8. The Fund's project review cycle is swift and can be completed in nine weeks. It has been lauded by the second phase of the overall evaluation of the Fund as efficient.⁹ The Fund

³ Article 7 of the Paris Agreement.

⁴ Article 7 of the Paris Agreement.

⁵ Article 14, paragraph 1, of the Paris Agreement.

⁶ Decision 1/CP.21, paragraph 22.

⁷ See document FCCC/CP/2016/2, paragraphs 59–74, and document FCCP/TP/2017/7, paragraphs 6, 7, 12 and 21–42.

⁸ Regional projects up to USD 14 million.

⁹ The final report of the overall evaluation of the Fund is available at <https://www.adaptation-fund.org/document/independent-evaluation-adaptation-fund-second-phase-evaluation-report-final-edited-version/>.

has all its policies and procedures in place, including operational policies and guidelines for Parties to access its funding, a zero-tolerance policy on fraud and corruption, a risk management framework, an environmental and social policy, a gender policy and action plan, and a number of guidance documents to facilitate compliance with the policies mentioned above. All these documents are available at the Fund's website.¹⁰

9. The Board decided to carry out an overall evaluation of the Fund in two phases. The first phase was completed in 2015. It highlighted that the modality that the Fund pioneered for more than six years (the direct access modality) was a major innovation in climate finance and is appropriate for meeting country needs, and that such a modality can be a highly relevant, effective and efficient means of challenging adaptation finance. Second, the evaluation outlined that the Fund's design and operational processes are efficient and largely coherent with UNFCCC guidance and national adaptation priorities, and that the evolution of its operational processes has been appropriate, demonstrating its commitment to the continuous improvement of its operations. Third, the evaluation found that the Fund allowed countries to advance important measures at national and subnational levels, with links to national policymaking. In addition, the evaluation found that the policies adopted by the Fund created a solid foundation for operational success. In terms of accreditation, the evaluation concluded that the Fund has developed thorough and reasonable accreditation requirements and that it continues to improve its processes. For the project/programme review cycle, a conclusion was that the Board secretariat and the Project and Programme Review Committee had developed an efficient project/programme proposal review process. Finally, the Fund resource allocation process was assessed as efficient.

10. The second phase of the overall evaluation was completed in June 2018. The evaluation report concluded that the Fund remains relevant to the global climate finance architecture through its various activities and that it specifically adds value to the global climate finance architecture in three aspects: focusing exclusively on adaptation, supporting concrete activities and implementing direct access. The evaluation report also highlights that the portfolio's alignment with other climate funds and global commitments on climate finance and international development provides a strong basis for potential collaboration and coordination. It further concludes that the Fund is making progress in all seven outcome areas of its strategic results framework and that its projects contribute to strengthening resilience at the national and local level.¹¹

11. Since the Fund became operational, it has been crucial for the Board to consider the environmental and social aspects of the funded projects. The strategic priorities, policies and guidelines of the Fund, adopted by the CMP in 2008 through decision 1/CMP.4, state that in assessing project and programme proposals, the Board shall give particular attention to, inter alia, economic, social and environmental benefits from the projects, and meeting national technical standards, where applicable.¹² Accordingly, the requirement to consider environmental and social aspects was incorporated in the accreditation¹³ and project review¹⁴ processes. In 2013, the Board further enhanced the management of environmental and social risks by adopting a forward-thinking and strong environmental and social policy (ESP),¹⁵ which requires project proponents to screen their project concepts against 15 environmental and social principles which include promoting human rights and gender equality, protecting natural habitats, preserving biodiversity, empowering vulnerable groups such as indigenous communities, and preventing pollution. In accordance with the ESP, project proponents are required to conduct relevant assessments of environmental and social impacts, and to prepare

¹⁰ <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

¹¹ <https://www.adaptation-fund.org/document/independent-evaluation-adaptation-fund-second-phase-evaluation-report-final-edited-version/>.

¹² Decision 1/CMP.4, annex IV, paragraph 15(a) and (b).

¹³ See Adaptation Fund Board document AFB/B.7/13/Rev.1, annex III, fiduciary risk management standards to be met by implementing entities.

¹⁴ See Adaptation Fund Board document AFB/B.7/13/Rev.1, annex III, Adaptation Fund project review criteria.

¹⁵ Adaptation Fund Board decision B.22/23.

corresponding management plans.¹⁶ Since October 2013, the ESP has also been incorporated into the accreditation process of implementing entities, in which applicants have to demonstrate their commitment and capacity to comply with requirements of the policy (e.g. screening of environmental and social risks, developing environmental and social management plans, monitoring, reporting and evaluation), and to have in place a mechanism to address complaints about environmental and social harms.¹⁷ The Board has also developed guidelines for implementing entities to comply with the ESP.¹⁸ Although evidence of the results of the ESP in projects and programmes approved following its launch in 2014 is still limited, the second phase of the overall evaluation of the Fund found that the Fund's support of implementing entities in systematically applying the ESP is yielding good results, and the majority of the implementing entities that responded to an e-survey conducted for the evaluation agreed or strongly agreed that Fund projects enhanced local and national actors' capacity to address environment and social safeguards in project implementation.¹⁹ The Fund's ESP has also been praised by the United Nations Special Rapporteur on human rights and the environment in his letter to the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice as a potential model for strong safeguards to be followed by a sustainable development mechanism called for in the Paris Agreement.²⁰

12. While the ESP has, since its inception, included "gender equity and women's empowerment"²¹ as one of the 15 principles according to which all projects must be screened, in 2016, the Board further enhanced its efforts to promote gender-responsive adaptation actions taking into consideration vulnerable groups, communities and ecosystems by adopting the Fund's gender policy and action plan. The Fund's gender policy and action plan is aimed at mainstreaming equal access to all Fund projects and programmes by women and men, and building their resilience and capability to adapt to climate change impacts. The gender policy ensures that equal rights, responsibilities and opportunities for women and men, as well as equal consideration of their respective interests, vulnerabilities, needs and priorities, are considered during the project cycle. It also promotes women's participation and engagement in the decision-making process in planning for adaptation to climate change. Guidelines for compliance with the gender policy²² are available for use by implementing entities.

13. CMP 13, in its decision on the third review of the Fund, "welcome[d] the implementation of mandatory compliance for implementing entities with the Adaptation Fund's environmental and social safeguards and gender policy, which enhances the effectiveness of the Adaptation Fund".²³

¹⁶ See https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2013/11/Amended-March-2016_-OPG-ANNEX-3-Environmental-social-policy-March-2016.pdf.

¹⁷ See Adaptation Fund Board decisions B.22/23, B.27-28/28 and B.27-28/28, annex, and documents AFB/B.22/5/Add.2 and AFB/B.28/Add.1.

¹⁸ https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/07/ESP-Guidance_Revised-in-June-2016_Guidance-document-for-Implementing-Entities-on-compliance-with-the-Adaptation-Fund-Environmental-and-Social-Policy.pdf.

¹⁹ See page 38 of the final report on the overall evaluation of the Fund, available at <https://www.adaptation-fund.org/document/independent-evaluation-adaptation-fund-second-phase-evaluation-report-final-edited-version/>. The evaluation report focused on projects and programmes that were in advanced stages of implementation, and the vast majority of the projects and programmes had been approved before the ESP was rolled out in 2014. This explains why the evaluation found limited evidence of compliance with the ESP in project development and reporting.

²⁰ https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Environment/Letter_to_SBSTA_UNFCCC_May2016.pdf.

²¹ Principle 5 of the ESP has been changed from "gender equity and women's empowerment" to "gender equality and women's empowerment".

²² <https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2017/03/GenderGuidance-Document.pdf>.

²³ Decision 2/CMP.13, paragraph 5.

14. Considering all of the above, the Fund is already contributing to the operationalization of the adaptation objectives of the Paris Agreement and to the implementation of the adaptation actions included in developing country NDCs by funding its portfolio of concrete adaptation projects/programmes.

Finance

15. The provision of scaled-up finance under the Paris Agreement aims to achieve a balance between adaptation and mitigation, taking into account country-driven strategies, and the priorities and needs of developing country Parties, especially those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change and have significant capacity constraints, such as the LDCs and SIDS.²⁴ The Paris Agreement also recognizes the need for public and grant-based resources for adaptation.²⁵ In their NDCs, many Parties underlined the need for international finance for adaptation, in line with the Convention.

16. Further, the Paris Agreement assigned to adaptation a share of the proceeds of the sustainable development mechanism that it established.²⁶ This may be a market mechanism with similarities to the clean development mechanism. The Fund, if it serves the Paris Agreement, may draw resources for sustainable adaptation financing for vulnerable communities in developing countries.²⁷

17. The evaluation of the Fund in its first phase concluded that the Fund is closing the adaptation gap by contributing to funding concrete adaptation projects. The Fund has mobilized over USD 700.0 million since its inception and has allocated USD 476.0 million for concrete adaptation and readiness projects/programmes. Sixty per cent of the amount allocated has already been disbursed. The Board has set up a resource mobilization target of USD 90.0 million per year for the biennium 2018–2019. The Fund has a system of tried and tested policies and procedures already in place, and its risk management framework has the potential to review the accreditation status at any time during the accreditation period. The measures recommended may include policy/procedure enhancements, and suspension or cancellation of the accreditation. The Board is supported by a secretariat, a dedicated team of 13 people, including the Manager, officers and consultants, working at the secretariat's headquarters, hosted within the World Bank as part of the Global Environment Facility on an interim basis.

18. The expertise of the Fund has been shared with other climate funds, and its direct access model has proven replication value for other climate financing organizations. The Board of the Green Climate Fund (GCF) decided to fast-track accreditation of implementing entities accredited by the Board. As at 30 June 2018, among the 59 entities accredited by the GCF, 38 entities had been fast-track accredited by the Board of the GCF due to their prior accreditation with the Fund.²⁸ The Fund is the first climate fund to engage in enhanced direct access. Allowing national institutions to directly access adaptation finance promotes country-owned and country-driven processes, with the strengthening of local institutions in project identification and implementation and in resource mobilization.

19. According to stakeholders interviewed during the first phase of the Fund's overall evaluation, it is well suited to "generating timely lessons about...scalable and replicable action benefiting the most vulnerable communities and social groups".²⁹ The independent evaluation team elaborated, concluding that the Fund's "design supports pilot activities with

²⁴ Article 9, paragraph 4, of the Paris Agreement.

²⁵ Article 9, paragraph 4, of the Paris Agreement.

²⁶ Article 6, paragraphs 4 and 6, of the Paris Agreement.

²⁷ As reflected in the [informal note](#) by the co-facilitators for APA agenda item 8. At APA 1.3, a number of Parties suggested the possibility that a share of proceeds from activities under the mechanism referred to in Article 6, paragraph 4, of the Paris Agreement, for which the negotiations are ongoing, and while not prejudging its outcomes, could be a possible source of funding.

²⁸ See GCF document GCF/B.20/05.

²⁹ TANGO International in association with the Overseas Development Institute. 2015. *First Phase Independent Evaluation of the Adaptation Fund*. Washington, D.C.: World Bank. Available at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2015/11/TANGO-ODI-Evaluation-of-the-AF_final-report.pdf.

substantial potential for scaling up impact at sub-national, national, and regional levels”.³⁰ Such scaling up has already happened, particularly with funding from the GCF: as at June 2018, five projects approved by the GCF had been developed on the results and lessons learned from prior projects funded by the Fund.³¹ The Board recognized this specific role of the Fund when developing the medium-term strategy for 2018–2022, which it adopted in October 2017. The medium-term strategy lays out how the Fund will support countries in testing, evaluating, rolling out and scaling up innovative adaptation practices, products and technologies.

20. In addition to contributions by developed countries and subnational governments, the Fund is funded by a share of the proceeds of the clean development mechanism under the Kyoto Protocol. At CMP 8, Parties decided that for the second commitment period of the Kyoto Protocol, the Fund shall be further augmented through a 2 per cent share of the proceeds levied under the joint implementation and emissions trading mechanisms.³² The Fund has experience and expertise in monetizing carbon assets for funding adaptation and has the systems in place to continue receiving funding from innovative sources for that. The Fund has proven experience in monetizing carbon credits for funding adaptation through systems that are operational. The Fund has raised USD 199.0 million from the sale of certified emission reductions since May 2009.

21. It is evident from the record number of project and programme proposals received from vulnerable developing countries in the period 2015–2018 that the demand for the Fund’s resources is rapidly increasing. In particular, the number of proposals submitted through NIEs and RIEs has reached new levels as an increasing number of those entities have gained momentum in developing project proposals. As at 30 June 2018, the active pipeline of single-country projects and programmes under development by NIEs, RIEs and multilateral implementing entities (projects that were submitted during the latest 12-month period but were either at the concept stage or were at the fully developed project proposal stage but were found to still require further clarification or amendment and therefore have not yet been approved) totalled over USD 100.0 million. Furthermore, the interest in regional projects and programmes remains high, with three projects having been approved and an active pipeline of proposals (as defined above) amounting to over USD 170.0 million. This clearly indicates a demand exceeding the available resources.

22. The Fund is a fully operational mechanism that provides funding for adaptation in developing countries, and the demand for its funding is higher than ever. However, the sustainability and predictability of its financial flows are not secured due to the reliance on voluntary contributions from developed countries. Its experience in monetizing carbon assets can contribute to the operationalization of the sustainable development mechanism of the Paris Agreement.

³⁰ As footnote 29 above.

³¹ FP003 – “Increasing Resilience of Ecosystems and Communities through Restoration of the Productive Bases of Salinized Lands” (CSE, Senegal), building on “Adaptation to Coastal Erosion in Vulnerable Areas” (CSE, Senegal); FP007 – “Support of Vulnerable Communities in Maldives to Manage Climate Change-Induced Water Shortages” (UNDP, Maldives), building on “Increasing climate resilience through an Integrated Water Resource Management Programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhhdoo Island” (UNDP, Maldives); FP018 – “Scaling-up of Glacial Lake Outburst Flood Risk Reduction in Northern Pakistan” (UNDP, Pakistan), building on “Reducing Risks and Vulnerabilities from Glacier Lake Outburst Floods in Northern Pakistan” (UNDP, Pakistan); FP056 – “Scaling Up Climate Resilient Water Management Practices for Vulnerable Communities in La Mojana” (UNDP, Colombia), building on “Reducing Risk and Vulnerability to Climate Change in the Region of La Depression Momposina in Colombia” (UNDP, Colombia); and FP068 – “Scaling-up Multi-Hazard Early Warning System and the Use of Climate Information in Georgia” (UNDP, Georgia), building on “Developing Climate Resilient Flood and Flash Flood Management Practices to Protect Vulnerable Communities of Georgia” (UNDP, Georgia).

³² Decision 1/CMP.8, paragraphs 20–22.

Capacity-building

23. Capacity-building under the Paris Agreement should enhance the ability of developing countries to take effective climate change action, including adaptation, and facilitate access to climate finance. Capacity-building should be country driven, should be responsive to national needs and should foster country ownership.³³

24. The Fund has a successful record of building institutional capacity through the direct access modality. This happens throughout the process, from accreditation to implementation and evaluation of nationally designed projects and programmes, as a number of representatives of applicant entities have acknowledged. The report on phase I of the overall evaluation has recognized the Fund as a learning institution.

25. The Fund also offers capacity-building support for accreditation and project development through its Readiness Programme. The programme supports NIEs in accessing funds for adaptation, including through South–South cooperation, and provides technical assistance grants for environmental and social safeguards and gender considerations.

26. The Readiness Programme has also contributed to establishing a community of practice among NIE practitioners. This community meets annually to address matters of common interest, to exchange knowledge and lessons learned and to share experience. Aside from this NIE gathering, the Fund convenes regional workshops and webinars in partnership with other institutions.

27. Through its direct access modality and Readiness Programme, the Fund contributes to building the capacity of national institutions in developing countries, in line with Article 11 of the Paris Agreement.

28. Moving forward, the process for the Fund to serve the Paris Agreement will contribute to speeding up the operationalization of the Paris Agreement, including its provisions on adaptation, finance, capacity-building and the sustainable development mechanism.

³³ Article 11 of the Paris Agreement.

Steps taken on the road map for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement

1. When adopting the Paris Agreement at its twenty-first session, the Conference of the Parties (COP) recognized that the Adaptation Fund (hereinafter referred to as the Fund) may serve the Paris Agreement, subject to relevant decisions by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA).¹ The COP invited the CMP to consider the issue and make a recommendation to CMA 1.²
2. CMP 11 invited COP 22 to request the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) to undertake the necessary preparatory work concerning the issue of the Fund serving the Paris Agreement and to forward a recommendation to the CMP for consideration and adoption no later than at CMP 15.³
3. After the set threshold was achieved on 5 October 2016, the Paris Agreement entered into force on 4 November 2016. CMA 1 decided that the Fund *should* serve the Paris Agreement, following and consistent with decisions to be taken at CMA 1.3, to be convened in 2018 in conjunction with COP 24, and by the CMP that address the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modality of the Fund.⁴ In addition, the COP requested the APA in its consideration of the necessary preparatory work on the Fund to address the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modalities for the Fund to serve the Paris Agreement.⁵ By the same decision, Parties were invited to submit their views on the aforementioned areas. Considering these decisions, the APA, at APA 1.3, which was held in conjunction with the forty-sixth sessions of the subsidiary bodies, initiated work on addressing the governance and institutional arrangements, safeguards and operating modalities for the Adaptation Fund to serve the Paris Agreement.⁶
4. At APA 1.3, Parties identified a list of options and elements in response to the three guiding questions on (1) governance and institutional arrangements to be addressed for the Fund to serve the Paris Agreement, (2) the operating modalities of the Fund and (3) the Fund's safeguards.⁷ In addition, upon the request of APA 1.3, a list of all previous decisions that have been taken on the Adaptation Fund that involve governance and institutional arrangements, safeguards and operation modalities has been compiled and made available on the UNFCCC website.⁸
5. At APA 1.4, Parties resumed discussions on the options and elements identified during APA 1.3. Parties identified a number of questions that may need to be decided first, that is, decisions related to guidance, reporting and accountability between the Fund and the governing bodies (CMP and/or CMA). Parties also discussed options for a possible transitional period and CMP and/or CMA decision sequencing and timing.

¹ Decision 1/CP.21, paragraph 59.

² Decision 1/CP.21, paragraph 60.

³ Decision 1/CMP.11, paragraphs 8 and 9.

⁴ Decision 1/CMA.1, paragraph 11.

⁵ Decision 1/CP.22, paragraph 14.

⁶ See document FCCC/APA/2017/2, paragraph 28(a), and the informal note by the co-facilitators for APA agenda item 8, available at <https://unfccc.int/process/bodies/subsidiary-bodies/ad-hoc-working-group-on-the-paris-agreement-apa/information-on-apa-agenda-item-8>.

⁷ See annex I to the informal note by the co-facilitators for APA agenda item 8 at <https://unfccc.int/process/bodies/subsidiary-bodies/ad-hoc-working-group-on-the-paris-agreementapa/information-on-apa-agenda-item-8>.

⁸ <http://unfccc.int/bodies/apa/items/10436.php>.

CMP 13 decided that the Fund *shall* serve the Paris Agreement subject to and consistent with decisions to be taken at CMA 1.3, in line with decision 1/CMA.1, paragraph 11.⁹ The CMP also decided that it will consider whether the Fund shall serve the Paris Agreement exclusively, under the guidance of and accountable to the CMA, following a recommendation from the CMA on this matter to CMP 15 (November 2019).¹⁰

6. At APA 1.5, Parties generally welcomed the outcomes from the previous sessions, in particular decision 1/CMP.13, which decided that the Fund shall serve the Paris Agreement subject to and consistent with decisions to be taken at CMA 1.3. Parties reflected on a number of possible legal issues related to the preparatory work for the Fund to serve the Paris Agreement. There was some convergence regarding elements of draft text and the formulations of options, where possible, on a possible decision from the CMA at COP 24 stating that the Fund serves the Paris Agreement as follows:
- (a) Governance and institutional arrangements:
 - (i) Guidance, accountability and reporting;
 - (ii) The Fund serves the Paris Agreement and date of serving the Paris Agreement;
 - (iii) Exclusivity related to the Fund serving the Paris Agreement and/or Kyoto Protocol;
 - (iv) The transitional period during which the Fund will serve and be accountable to both the Paris Agreement and the Kyoto Protocol;
 - (v) Adaptation Fund Board composition and practices;
 - (vi) Arrangements for secretariat and trustee services;
 - (b) Operating modalities:
 - (i) The Fund's operating policies and guidelines and funding priorities;
 - (ii) The role of the Fund in the international climate change architecture and linkages with other bodies and institutions;
 - (iii) Eligibility to receive resources from the Fund;
 - (iv) Sources of funding;
 - (c) Safeguards: work for the Board and/or other bodies.¹¹

Upon the request of Parties, the UNFCCC Legal Affairs Programme provided clarifications on questions relating to decisions for the Fund to serve the Paris Agreement.¹²

7. Before APA 1.6 (September 2018), upon request of the APA, the Co-Chairs of the APA prepared tools that are additional to and based on the informal notes contained in the annex to the APA 1.5 conclusions, including proposals for streamlining the outcome of the APA at APA 1.6.¹³

⁹ Decision 1/CMP.13, paragraph 12.

¹⁰ Decision 1/CMP.13, paragraph 13.

¹¹ FCCC/APA/2018/L.2/Add.1. All inputs from the Parties and the revised final informal note from APA 1.5 are available at <https://unfccc.int/process/bodies/subsidiary-bodies/ad-hoc-working-group-on-the-paris-agreementapa/information-on-apa-agenda-item-8>.

¹² Annex to the informal note from APA 1.5. See at https://unfccc.int/sites/default/files/resource/APA1_5_IN_i8a_AF_3.pdf.

¹³ APA 1.6. Informal.1.Add.6.

Annexe II

Membres et membres suppléants du Conseil du Fonds pour l'adaptation

[Anglais seulement]

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>	
March 2017 to March 2019	Member	Mr. Ibila Djibril	Benin	African States	
	Alternate member	Mr. Mohamed Zmerli	Tunisia		
(Elected at CMP 11) ^b	Member	Mr. Albara E. Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States	
	Alternate member	Mr. Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States	
	Member	Ms. Monika Antosik	Poland	Eastern European States	
	Alternate member	Ms. Umayra Taghiyeva	Azerbaijan	Eastern European States	
	Member	Mr. Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States	
	Alternate member	Ms. Yadira Gonzales	Cuba	Latin American and Caribbean States	
	Member	Mr. Antonio Navarra	Italy	Western European and other States	
	Alternate member	Nomination pending		Western European and other States	
	Member	Mr. Samuela Vakaloloma Lagataki	Fiji	Small island developing States	
	Alternate member	Mr. Paul Elreen Phillip	Grenada	Small island developing States	
	Member	Ms. Tove Zetterström-Goldmann	Sweden	Annex I Parties	
	Alternate member	Mr. Marc Antoine Martin	France	Annex I Parties	
March 2018 to March 2020	Member	Ms. Patience Dampsey	Ghana	Non-Annex I Parties	
	Alternate member	Ms. Margarita Caso	Mexico	Non-Annex I Parties	
	Member	Mr. David Kaluba	Zambia	African States	
	Alternate member	Mr. Admasu Nebebe Gedamu	Ethiopia	African States	
	(Elected at CMP 1)	Member	Mr. Mirza Shawkat Ali	Bangladesh	Asia-Pacific States
		Alternate member	Mr. Massoud Rezvanian Rahaghi	Iran (Islamic Republic of)	Asia-Pacific States
		Member	Mr. Aram Ter-Zakaryan	Armenia	Eastern European States
		Alternate member	Ms. Ardiana Sokoli	Albania	Eastern European States
		Member	Nomination pending		Latin American and Caribbean States
		Alternate member	Nomination pending		Latin American and Caribbean States
		Member	Ms. Barbara Schäfer	Germany	Western European and other States

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Country</i>	<i>Constituency represented</i>
	Alternate member	Ms. Aida Velasco	Spain	Western European and other States
	Member	Mr. Chebet Maikut	Uganda	Least developed countries
	Alternate member	Mr. Naresh Sharma	Nepal	Least developed countries
	Member	Ms. Sylviane Bilgischer	Belgium	Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Yuka Greiler (replaced by Mr. Patrick Sieber)	Switzerland	Annex I Parties
	Member	Mr. Charles Mutai	Kenya	Non-Annex I Parties
	Alternate member	Ms. Ding Ding	China	Non-Annex I Parties

Abbreviation: CMP = Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol.

^a Members and alternate members shall serve for a term of two years and shall be eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). At CMP 7, half of the members of the Adaptation Fund Board, and their alternate members from the same group, shall continue to serve in office for one additional and final year. The terms as members do not count towards the terms as alternate members, and terms as alternate members do not count towards the terms as members (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member, or an alternate, shall start at the first meeting of the Board in the calendar year following his or her election and shall end immediately before the first meeting of the Board in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annexe III

Budget approuvé et budget effectif de l'exercice budgétaire 2018 et budget approuvé de l'exercice budgétaire 2019 du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

[Anglais seulement]

<i>Budget item</i>	<i>Approved fiscal year 2018 (USD)</i>	<i>Actual fiscal year 2018 (USD)</i>	<i>Approved fiscal year 2019 (USD)</i>
Board and secretariat			
1 Personnel		2 457	2 924
	2 691 250	045	519
2 Travel	402 000	426 807	422 000
3 General operations	375 000	333 937	333 284
4 Meetings	254 800	187 954	250 800
Subtotal secretariat administrative services (a)	3 723 050	3 405 743	3 930 603
5 Overall evaluation (b)	300 000	212 538	0
6 Accreditation (c)	473 780	412 307	546 040
7 Readiness Programme (d)	604 585	523 463	624 550
Subtotal secretariat (a) + (b) + (c) + (d)	5 101 415	4 554 051	5 101 193
Evaluation function			
1 Personnel			301 272
2 Travel			76 000
3 General operations			–
4 Meetings			5 000
Subtotal evaluation function			382 272
Trustee			
1 Monetization of certified emissions reductions	180 000	180 000	180 000
2 Financial and programme management	225 000	224 700	225 000
3 Investment management	115 000	131 000	131 250
4 Accounting and reporting	48 000	30 000	30 000
5 Legal services	20 000	15 000	20 000
6 External audit	–	–	–
Subtotal trustee	588 000	580 700	586 250
Grand total all components	5 689 415	5 134 751	6 069 715

Annexe IV

Entités d'exécution accréditées¹

[Anglais seulement]

A. National implementing entities

Agencia de Cooperación Internacional de Chile (Chile)
 Agencia Nacional de Investigación e Innovación (Uruguay)
 Agency for Agricultural Development (Morocco)
 Banque Agricole du Niger (Niger)
 Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (Bhutan)
 Centre de Suivi Ecologique (Senegal)
 Department of Environment (Antigua and Barbuda)
 Desert Research Foundation of Namibia (Namibia)
 Dominican Institute of Integral Development (Dominican Republic)
 Environmental Project Implementation Unit (Armenia)
 Fundación NATURA (Panama)
 Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible (Costa Rica)
 Mexican Institute of Water Technology (Mexico)
 Micronesia Conservation Trust (Federated States of Micronesia)
 Ministry of Finance and Economic Development (Ethiopia)
 Ministry of Finance and Economic Management (Cook Islands)
 Ministry of Natural Resources (Rwanda)
 Ministry of Planning and International Cooperation (Jordan)
 National Bank for Agriculture and Rural Development (India)
 National Environment Management Council (Tanzania)
 National Environment Fund (Benin)
 National Environment Management Authority (Kenya)
 Partnership for Governance Reform in Indonesia (Indonesia)
 Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Peru)
 Planning Institute of Jamaica (Jamaica)
 Protected Areas Conservation Trust (Belize)
 South African National Biodiversity Institute (South Africa)
 Unidad para el Cambio Rural (Argentina)

B. Multilateral implementing entities

African Development Bank
 Asian Development Bank
 European Bank for Reconstruction and Development
 Inter-American Development Bank
 International Bank for Reconstruction and Development
 International Fund for Agricultural Development
 United Nations Development Programme
 United Nations Education, Scientific, and Cultural Organization
 United Nations Environment Programme
 United Nations Human Settlements Programme
 United Nations World Food Programme
 World Meteorological Organization

¹ Presented in alphabetical order.

C. Regional implementing entities

Caribbean Development Bank (Latin American and the Caribbean)
Central American Bank for Economic Integration (Latin America and the Caribbean)
Corporación Andina de Fomento (Latin America and the Caribbean)
Observatoire du Sahara et du Sahel / Sahara and Sahel Observatory (North, West and East Africa)
Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (Pacific)
West African Development Bank (West Africa)

Décisions de financement relatives à des projets que le Conseil du Fonds pour l'adaptation a prises entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2018

[Anglais seulement]

Table 1

Project-related funding decisions made during the intersessional period between the 29th and 30th meetings of the Adaptation Fund Board

(United States dollars)

<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
1. Projects and programmes: single-country								
Senegal	CSE	AFB/PPRC.20-21/2	1 351 000	1 351 000			1 351 000	Approved
Guinea-Bissau	BOAD	AFB/PPRC.20-21/3	9 979 000		9 979 000			Not approved
Subtotal			11 330 000	1 351 000	9 979 000	0	1 351 000	
2. Projects and programmes: regional								
Burundi, Kenya, Rwanda, Uganda, United Republic of Tanzania	UNEP	AFB/PPRC.20-21/5	5 000 000			5 000 000	5 000 000	Approved
Colombia, Ecuador	WFP	AFB/PPRC.20-21/6	14 000 000			14 000 000	14 000 000	Approved
Subtotal			19 000 000		0	19 000 000	19 000 000	
3. Project formulation grants: regional concepts								
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	AFB/PPRC.20-21/4/Add.1	80 000			80 000	80 000	Approved
Subtotal			80 000		0	80 000	80 000	

	Country/title	Implementing entity	Document reference ^a	Requested amount	NIE	RIE	MIE	Approved amount	Decision
4. Concepts: regional									
	Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	AFB/PPRC.20-21/4	8 550 000			8 550 000		Endorsed
Subtotal				8 550 000		0	8 550 000		
5. Total (5 = 1 + 2 + 3 + 4)				38 960 000	1 351 000	9 979 000	27 630 000	20 431 000	

Abbreviations: BOAD = West African Development Bank, CSE = Centre de Suivi Ecologique, MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel / Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity, UNEP = United Nations Environment Programme, WFP = World Food Programme.

^a Adaptation Fund Board documents are available at <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

Table 2

Project-related funding decisions made at the 30th meeting of the Adaptation Fund Board

(United States dollars)

	Country/title	Implementing entity	Document reference ^a	Requested amount	NIE	RIE	MIE	Approved amount	Decision
1. Projects and programmes: single-country									
	Micronesia (Federated States of)	MCT	AFB/PPRC.21/18	970 000	970 000				Not approved
	Cook Islands	MFEM	AFB/PPRC.21/19	2 999 125	2 999 125				Not approved
	Namibia (1)	DRFN	AFB/PPRC.21/20	4 999 386	4 999 386				Not approved
	Namibia (2)	DRFN	AFB/PPRC.21/21	4 999 674	4 999 674			4 999 674	Approved
	Ecuador	CAF	AFB/PPRC.21/22	2 489 373		2 489 373			Not approved
	Guinea-Bissau	BOAD	AFB/PPRC.21/23	9 979 000		9 979 000		9 979 000	Approved
	Togo	BOAD	AFB/PPRC.21/24	10 000 000		10 000 000			Not approved
	Fiji	UN-Habitat	AFB/PPRC.21/25	4 235 995			4 235 995	4 235 995	Approved

<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
Iraq	IFAD	AFB/PPRC.21/26	9 999 660			9 999 660		Not approved
Solomon Islands	UN-Habitat	AFB/PPRC.21/27	4 395 877			4 395 877	4 395 877	Approved
Subtotal			55 068 090	13 968 185	22 468 373	18 631 532	23 610 546	

2. Project formulation grants: single-country

Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/5/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/6/Add.1	30 000	30 000			30 000	Approved
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/7/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/8/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Indonesia (5)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/9/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Indonesia (6)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/10/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Armenia (1)	EPIU	AFB/PPRC.21/11/Add.1	27 000	27 000			27 000	Approved
Armenia (2)	EPIU	AFB/PPRC.21/12/Add.1	30 000	30 000				Not approved
Indonesia (7)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/13/Add.1	30 000	30 000			30 000	Approved
Subtotal			267 000	267 000			87 000	

3. Concepts: single-country

Indonesia (1)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/5	998 878	998 878				Not endorsed
Indonesia (2)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/6	905 109	905 109				Endorsed
Indonesia (3)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/7	946 287	946 287				Not endorsed

<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
Indonesia (4)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/8	990 000	990 000				Not endorsed
Indonesia (5)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/9	589 975	589 975				Not endorsed
Indonesia (6)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/10	1 000 000	1 000 000				Not endorsed
Armenia (1)	EPIU	AFB/PPRC.21/11	1 435 100	1 435 100				Endorsed
Armenia (2)	EPIU	AFB/PPRC.21/12	2 528 000	2 528 000				Not endorsed
Indonesia (7)	Kemitraan	AFB/PPRC.21/13	4 169 993	4 169 993				Endorsed
Chad	OSS	AFB/PPRC.21/14	9 600 000		9 600 000			Not endorsed
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.21/15	5 000 000			5 000 000		Endorsed
Côte d'Ivoire	AfDB	AFB/PPRC.21/16	9 866 905			9 866 905		Not endorsed
Mongolia	UN-Habitat	AFB/PPRC.21/17	4 500 000			4 500 000		Endorsed
Subtotal			42 530 247	13 563 342	9 600 000	19 366 905		
4. Projects and programmes: regional								
Chile, Ecuador	CAF	AFB/PPRC.21/36	13 910 400		13 910 400			Not approved
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	AFB/PPRC.21/37	4 898 775			4 898 775		Not approved
Subtotal			18 809 175		13 910 400	4 898 775		

	<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
5. Project formulation grants: regional concepts									
	Cuba, Dominican Republic, Jamaica	UNDP	AFB/PPRC.21/34/Add.1	80 000			80 000	80 000	Approved
Subtotal				80 000			80 000	80 000	
6. Concepts: regional									
	Cuba, Dominican Republic, Jamaica	UNDP	AFB/PPRC.21/34	4 969 367			4 969 367		Endorsed
	Thailand, Viet Nam	UNEP	AFB/PPRC.21/35	7 000 000			7 000 000		Endorsed
Subtotal				11 969 367			11 969 367		
7. Project formulation grants: regional pre-concepts									
	Burkina Faso, Mali	OSS	AFB/PPRC.21/29/Add.1	20 000		20 000			Not approved
	Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	AFB/PPRC.21/30/Add.1	20 000		20 000		20 000	Approved
	Côte d'Ivoire, Guinea	AfDB	AFB/PPRC.21/32/Add.1	20 000			20 000	20 000	Approved
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo	WMO	AFB/PPRC.21/33/Add.1	20 000			20 000	20 000	Approved
Subtotal				80 000		40 000	40 000	60 000	
8. Pre-concepts: regional									
	Argentina, Uruguay	CAF	AFB/PPRC.21/28	13 999 997		13 999 997			Endorsed

<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
Burkina Faso, Mali	OSS	AFB/PPRC.21/29	4 790 000		4 790 000			Not endorsed
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	AFB/PPRC.21/30	12 990 000		12 990 000			Endorsed
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.21/31	14 000 000			14 000 000		Endorsed
Côte d'Ivoire, Guinea	AfDB	AFB/PPRC.21/32	14 000 000			14 000 000		Endorsed
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo	WMO	AFB/PPRC.21/33	7 920 000			7 920 000		Endorsed
Subtotal			67 699 997		31 779 997	35 920 000		
9. Total (9 = 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8)			196 503 876	27,798,527	77 798 770	90 906 579	23 837 546	

Abbreviations: AfDB = African Development Bank, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, EPIU = Environmental Project Implementation Unit, IFAD = International Fund for Agricultural Development, MCT = Micronesia Conservation Trust, MFEM = Ministry of Finance and Economic Management, MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel / Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UNESCO = United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WMO = World Meteorological Organization.

^a Adaptation Fund Board documents are available at <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

Table 3
Project-related funding decisions made at the 31st meeting of the Adaptation Fund Board

(United States dollars)

<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
1. Projects and programmes: single-country								
Micronesia (Federated States of)	MCT	AFB/PPRC.22/10	970 000	970 000			970 000	Approved
Cook Islands	MFEM	AFB/PPRC.22/11	2 999 125	2 999 125			2 999 125	Approved
Ecuador	CAF	AFB/PPRC.22/12	2 489 373		2 489 373			Not approved
Togo	BOAD	AFB/PPRC.22/13	10 000 000		10 000 000			Not approved
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.22/14	5 000 000			5 000 000		Not approved
Cameroon	IFAD	AFB/PPRC.22/15	9 982 000			9 982 000		Not approved
Iraq	IFAD	AFB/PPRC.22/16	9 999 660			9 999 660	9 999 660	Approved
Mongolia	UN-Habitat	AFB/PPRC.22/17	4 495 235			4 495 235		Not approved
Subtotal			45 935 393	3 969 125	12 489 373	29 476 895	13 968 785	
2. Project formulation grants: single-country								
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.22/6/Add.1	30 000	30 000			30 000	Approved
Subtotal			30 000	30 000			30 000	
3. Concepts: single-country								
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.22/6	2 506 000	2 506 000				Endorsed
Lesotho	WFP	AFB/PPRC.22/7	9 801 608			9 801 608		Endorsed
Mozambique	AfDB	AFB/PPRC.22/8	9 999 400			9 999 400		Not endorsed
Uganda	AfDB	AFB/PPRC.22/9	2 249 000			2 249 000		Not endorsed
Subtotal			24 556 008	2 506 000	–	22 050 008		

	<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>RIE</i>	<i>MIE</i>	<i>Approved amount</i>	<i>Decision</i>
4. Projects and programmes: regional									
	Chile, Ecuador	CAF	AFB/PPRC.22/24	13 910 400		13 910 400			Not approved
Subtotal				13 910 400		13 910 400	0		
5. Project formulation grants: regional concepts									
	Argentina, Uruguay	CAF	AFB/PPRC.22/21 /Add.1	100 000		100 000		100 000	Approved
	Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.22/22 /Add.1	100 000			100 000		Not approved
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo	WMO	AFB/PPRC.22/23 /Add.1	80 000			80 000	80 000	Approved
Subtotal				280 000		100 000	180 000	180 000	
6. Concepts: regional									
	Argentina, Uruguay	CAF	AFB/PPRC.22/21	13 999 996		13 999 996			Endorsed
	Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC.22/22	14 000 000			14 000 000		Not endorsed
	Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo	WMO	AFB/PPRC.22/23	7 920 000			7 920 000		Endorsed
Subtotal				35 919 996			21 920 000		

Country/title	Implementing entity	Document reference ^a	Requested amount	NIE	RIE	MIE	Approved amount	Decision
7. Project formulation grants: regional pre-concepts								
Chile, Colombia, Peru	WMO	AFB/PPRC.22/20 /Add.1	19 980			19 980		Approved
Subtotal			19 980			19 980	19 980	
8. Pre-concepts: regional								
Albania, Montenegro, the Former Yugoslav Republic of Macedonia	UNDP	AFB/PPRC.22/18	9 927 750			9 927 750		Endorsed
Belize, Guatemala	UNEP	AFB/PPRC.22/19	10 009 125			10 009 125		Not endorsed
Chile, Colombia, Peru	WMO	AFB/PPRC.22/20	7 398 000			7 398 000		Endorsed
Subtotal			27 334 875		–	27 334 875		
9. Total (9 = 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8)			147 986 652	6 505 125	26 499 773	100 981 758	14 198 765	

Abbreviations: AfDB = African Development Bank, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, EPIU = Environmental Project Implementation Unit, IFAD = International Fund for Agricultural Development, MCT = Micronesia Conservation Trust, MFEM = Ministry of Finance and Economic Management, MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, RIE = regional implementing entity, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme, WMO = World Meteorological Organization.

^a Adaptation Fund Board documents are available at <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

Figure 1

Fully-developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2017 and 30 June 2018

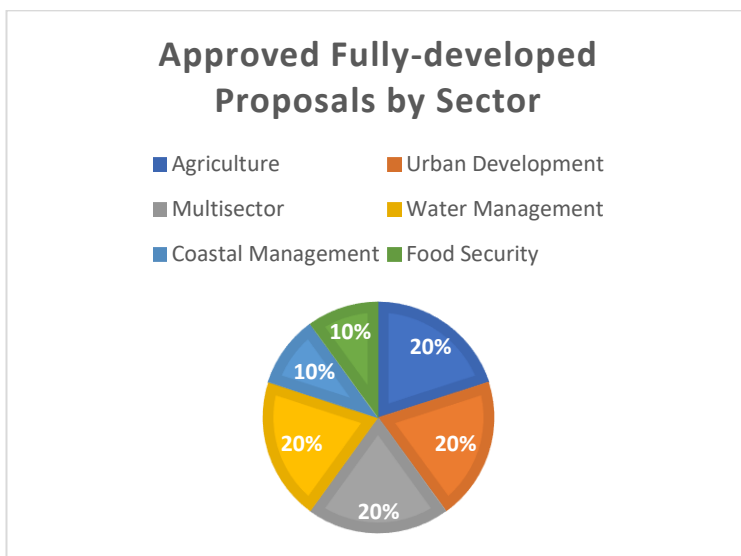


Figure 2

Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2017 and 30 June 2018

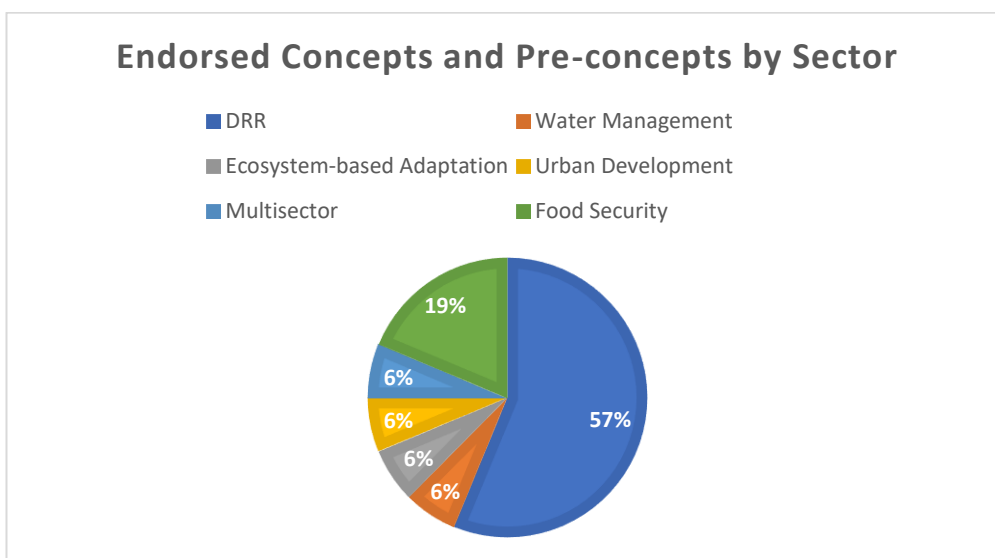


Table 4
Funding decisions made for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

(United States dollars)

	<i>Country/title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Document reference^a</i>	<i>Requested amount</i>	<i>NIE</i>	<i>Ap- proved amount</i>	<i>Decision</i>
1. Technical assistance grants							
	Morocco	ADA	AFB/PPRC.21-22/2	25 000	25 000	25 000	Approved
Total				25 000	25 000	25 000	
2. South-South cooperation grants							
	Côte d'Ivoire	CSE (Senegal)	AFB/PPRC.21-22/3	50 000	50 000	50 000	Approved
	Dominica	DOE (Antigua and Barbuda)	AFB/PPRC.21-22/4	50 000	50 000	50 000	Approved
	Maldives	DOE (Antigua and Barbuda)	AFB/PPRC.21-22/5	50 000	50 000	50 000	Approved
Total				150 000	150 000	150 000	

Abbreviations: ADA = Agence pour le Développement Agricole, CSE = Centre de Suivi Ecologique, DOE = Department of Environment, NIE = national implementing entity,

^a Adaptation Fund Board documents are available at <https://www.adaptation-fund.org/documents-publications/>.

Annexe VI

Situation du portefeuille du Fonds pour l'adaptation

[Anglais seulement]

Table 1
Status of the active portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2018

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
1	Senegal	Adaptation to Coastal Erosion in Vulnerable Areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17/9/2010	Completed
2	Honduras	Addressing Climate Change Risks on Water Resources in Honduras: Increased Systemic Resilience and Reduced Vulnerability of the Urban Poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17/9/2010	Completed
3	Nicaragua	Reduction of Risks and Vulnerability Based on Flooding and Droughts in the Estero Real River Watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15/12/2010	Completed
4	Pakistan	Reducing Risks and Vulnerabilities from Glacier Lake Outburst Floods in Northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15/12/2010	Completed
5	Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security, in Pichincha Province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18/3/2011	Under implementation
6	Eritrea	Climate Change Adaptation Programme in Water and Agriculture in Anseba Region, Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	18/3/2011	Under implementation
7	Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	18/3/2011	Completed
8	Mongolia	Ecosystem-based Adaptation Approach to Maintaining Water Security in Critical Water Catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22/6/2011	Under implementation
9	Maldives	Increasing climate resilience through an Integrated Water Resource Management Programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22/6/2011	Completed

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
10	Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at the national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	22/6/2011	Completed
11	Mauritius	Climate Change Adaptation Programme in the Coastal Zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	6 593 941	16/9/2011	Under implementation
12	Georgia	Developing Climate Resilient Flood and Flash Flood Management Practices to Protect Vulnerable Communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	14/12/2011	Completed
13	United Republic of Tanzania	Implementation of Concrete Adaptation Measures To Reduce Vulnerability Of Livelihood and Economy Of Coastal Communities In Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	14/12/2011	Under implementation
14	Cook Islands	Strengthening the Resilience of our Islands and our Communities to Climate Change	UNDP	5 381 600	5 381 600	14/12/2011	Under implementation
15	Uruguay	Building resilience to climate change and variability in vulnerable smallholders	ANII	9 967 678	9 967 678	14/12/2011	Under implementation
16	Samoa	Enhancing Resilience of Samoa's Coastal Communities to Climate Change	UNDP	8 732 351	8 732 351	14/12/2011	Under implementation
17	Madagascar	Madagascar: Promoting Climate Resilience in the Rice Sector	UNEP	5 104 925	4 829 878	14/12/2011	Under implementation
18	Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change related floods in the North Coast and Islands Region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16/3/2012	Under implementation
19	Cambodia	Enhancing Climate Resilience of Rural Communities Living in Protected Areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 733 962	28/6/2012	Under implementation
20	Colombia	Reducing Risk and Vulnerability to Climate Change in the Region of La Depresión Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	6 644 846	28/6/2012	Under implementation
21	Djibouti	Developing Agro-Pastoral Shade Gardens as an Adaptation Strategy for Poor Rural Communities in Djibouti	UNDP	4 658 556	4 658 556	28/6/2012	Under implementation
22	Egypt	Building Resilient Food Security Systems to Benefit the Southern Egypt Region	WFP	6 904 318	6 804 316	28/6/2012	Under implementation
23	Jamaica	Enhancing the Resilience of the Agricultural Sector and Coastal Areas to Protect Livelihoods and Improve Food Security	PIOJ	9 965 000	5 980 360	28/6/2012	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
24	Lebanon	Climate Smart Agriculture: Enhancing Adaptive Capacity of the Rural Communities in Lebanon (AgriCAL)	IFAD	7 860 825	1 589 200	28/6/2012	Not started
25	Mauritania	Enhancing Resilience of Communities to the Adverse Effects of Climate Change on Food Security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 714 819	28/6/2012	Under implementation
26	Sri Lanka	Addressing Climate Change Impacts on Marginalized Agricultural Communities Living in the Mahaweli River Basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	6 568 567	14/12/2012	Under implementation
27	Argentina	Increasing Climate Resilience and Enhancing Sustainable Land Management in the Southwest of the Buenos Aires Province	World Bank	4 296 817	3 752 462	14/12/2012	Under implementation
28	Argentina	Enhancing the Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small-size Agriculture Producers of the Northeast of Argentina	UCAR	5 640 000	5 640 000	4/4/2013	Under implementation
29	Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	14/09/2013	Under implementation
30	Rwanda	Reducing Vulnerability to Climate Change in North West Rwanda through Community-based Adaptation	MINIRENA	9 969 619	9 154 155	01/11/2013	Under implementation
31	Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque Provinces	UNDP	6 067 320	4 315 597	20/02/2014	Under implementation
32	Seychelles	Ecosystem-based Adaptation to Climate Change in Seychelles	UNDP	6 455 750	3 583 889	20/02/2014	Under implementation
33	Uzbekistan	Developing Climate Resilience of Farming Communities in the Drought Prone Parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	2 869 908	20/02/2014	Under implementation
34	Myanmar	Addressing Climate Change Risks on Water Resources and Food Security in the Dry Zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27/02/2014	Under implementation
35	Belize	Implement priority ecosystem-based marine conservation and climate adaptation measures to strengthen the climate resilience of the Belize Barrier Reef System	World Bank	6 000 000	5 464 967	18/08/2014	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
36	India	Conservation and Management of Coastal Resources as a Potential Adaptation Strategy for Sea Level Rise	NABARD	689 264	322 733	10/10/2014	Under implementation
37	India	Enhancing Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small and Marginal Farmers in Purulia and Bankura Districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	1 255 427	10/10/2014	Under implementation
38	Costa Rica	Reducing vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	Fundecooperación	9 970 000	6 733 657	10/10/2014	Under implementation
39	Kenya	Integrated Programme to Build Resilience to Climate Change and Adaptive Capacity Of Vulnerable Communities In Kenya	NEMA	9 998 302	4 956 906	10/10/2014	Under implementation
40	South Africa	Building Resilience in the Greater uMngeni Catchment	SANBI	7 495 055	2 588 273	10/10/2014	Under implementation
41	South Africa	Taking Adaptation to the Ground: A Small Grants Facility for Enabling Local Level Responses to Climate Change	SANBI	2 442 682	2 104 354	10/10/2014	Under implementation
42	Ghana	Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods	UNDP	8 293 972.19	1 852 667.19	05/03/2015	Under implementation
43	Mali	Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuktu	UNDP	8 533 348	7 331 866	25/03/2015	Under implementation
44	Nepal	Adapting to climate induced threats to food production and food security in the Karnali Region of Nepal	WFP	9 527 160	2 341 906	01/04/2015	Not started
45	Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change impacts in Jordan through implementing innovative projects in water and agriculture in support of adaptation to climate change	MOPIC	9 226 000	4 706 391	10/04/2015	Under implementation
46	Morocco	Climate changes adaptation project in oasis zones (PACC-ZO)	ADA	9 970 000	7 311 018	10/04/2015	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
47	India	Building adaptive capacities of small inland fishers for climate resilience and livelihood security, Madhya Pradesh	NABARD	1 790 500	895 260	10/04/2015	Under implementation
48	India	Climate Smart Actions and Strategies in North Western Himalayan Region for Sustainable Livelihoods of Agriculture-dependent Hill Communities	NABARD	969 570	165 933	09/10/2015	Under implementation
49	Chile	Enhancing resilience to climate change of small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	AGCI	9 960 000	1 909 974	09/10/2015	Under implementation
50	India	Climate proofing of watershed development projects in the states of Rajasthan and Tamil Nadu	NABARD	1 344 155	470 454	09/10/2015	Under implementation
51	Peru	Adaptation to the Impacts of Climate Change on Peru's Coastal Marine Ecosystem and Fisheries	PROFONANPE	6 590 239	2 979 902	18/03/2016	Under implementation
52	Niger	Enhancing Resilience of Agriculture to Climate Change to Support Food Security in Niger through Modern Irrigation Techniques	BOAD	9 911 000	1 376 000	05/07/2016	Not started
53	Uganda	Enhancing Resilience of Communities to Climate Change Through Catchment-based Integrated Management of Water	OSS	7 751 000	1 500 000	05/07/2016	Under implementation
54	India	Building Adaptive Capacities in Communities, Livelihood and Ecological Security in Kanha-Pench Corridor in Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	706 276	10/07/2016	Under implementation
55	Lao People's Democratic Republic	Enhancing the Climate and Disaster Resilience of the Most Vulnerable Rural and Emerging Urban Rural Settlements in Lao PDR	UN-Habitat	4 500 000	2 376 150	10/07/2016	Under implementation
56	Ethiopia, Kenya, Uganda	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative (ACREI)	WMO	6 800 000	3 400 000	17/03/2017	Not started
57	Antigua and Barbuda	An Integrated Approach to Physical Adaptation and Community Resilience in Antigua and Barbuda's Northwest McKinnon's Basin	ABED	9 970 000	1 571 000	17/03/2017	Under implementation
58	Ethiopia	Climate Smart Integrated Rural Development Project	MOFEC	9 987 910	4 354 692	17/03/2017	Under implementation

	<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>Implementing entity</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project/programme Status</i>
59	Honduras	Ecosystem-based Adaptation in Communities of the Central Forest Corridor at Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	137 244	17/03/2017	Not started
60	Micronesia (Federated States of)	Enhancing the Climate Change Resilience of Vulnerable Island Communities in the Federated States of Micronesia	SPREP	9 000 000	1 248 486	17/03/2017	Under implementation
61	Panama	Adapting to Climate Change through Integrated Water Management in Panama	Fundación Natura	9 977 559	5 531 462	17/03/2017	Not started
62	Paraguay	Ecosystem-based Approaches for Reducing the Vulnerability of Food Security to the Impacts of Climate Change in the Chaco Region of Paraguay	UNEP	7 128 450	961 591	17/03/2017	Not started
63	Peru	Strategies for Adaptation to Climate Change for the Preservation of Livestock Capital and Livelihoods in Highland Rural Communities (AYNINACUY)	CAF	2 941 446	923 255	17/03/2017	Not started
64	Colombia, Ecuador	Building adaptation to climate change through food security and nutrition actions in the vulnerable Afro and indigenous communities in the Colombia–Ecuador border area	WFP	14 000 000	1 568 042	05/07/2017	Under implementation
65	Burundi, Kenya, Rwanda, Uganda, United Republic of Tanzania	Adapting to climate change in Lake Victoria basin	UNEP	5 000 000	1 260 692	05/07/2017	Not started
66	Senegal	Reducing vulnerability and increasing the resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar)	CSE	1 351 000	520 000	05/07/2017	Not started
67	Namibia	Pilot desalination plant with renewable power membrane technology	DRFN	4 999 674	4 123 228	13/10/2017	Not started
68	Guinea-Bissau	Scaling up of climate-smart agriculture in East Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	3 034 000	13/10/2017	Not started
69	Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	599 127	13/10/2017	Not started
70	Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters	UN-Habitat	4 395 877	813 750	13/10/2017	Not started

	Country	Title	Implementing entity	Approved amount (USD)	Amount transferred (USD)	Approval date	Project/programme Status
71	Cook Islands	Akamatutu'anga kia Tukatau te Ora'anga ite Pa Enea (Pa Enea Action for Resilient Livelihoods; PEARL)	MFEM	2 999 125	1 341 455	22/03/2018	Not started
72	Micronesia (Federated States of)	Practical solutions for reducing community vulnerability to climate change in the Federated States of Micronesia	MCT	970 000	478 573	22/03/2018	Not started
73	Iraq	Building Resilience of the Agriculture Sector to Climate Change in Iraq	IFAD	9 999 660	0	22/03/2018	Not started
Total				474 067 859.19			

Abbreviations: ABED = Department of Environment of Antigua and Barbuda, ADA = Agence pour le Développement Agricole, AGCI = Agencia de Cooperación Internacional de Chile, ANII = Agencia Nacional de Investigación e Innovación, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, CSE = Centre de Suivi Ecologique, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, IFAD = International Fund for Agricultural Development, MCT = Micronesia Conservation Trust, MFEM = Ministry of Finance and Economic Management, MINIRENA = Ministry of Natural Resources, MOFEC = Ministry of Finance and Economic Cooperation of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, MOPIC = Ministry of Planning and International Cooperation, NABARD = National Bank for Agriculture and Rural Development, NEMA = National Environment Management Authority, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel / Sahara and Sahel Observatory, PIOJ = Planning Institute of Jamaica, PROFONANPE = Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas, SANBI = South African National Biodiversity Institute, SPREP = Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, UCAR = Unidad para el Cambio Rural (Unit for Rural Change), UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme, WMO = World Meteorological Organization.

Status of the active portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as of 30 June 2018 by allocated amount per sector

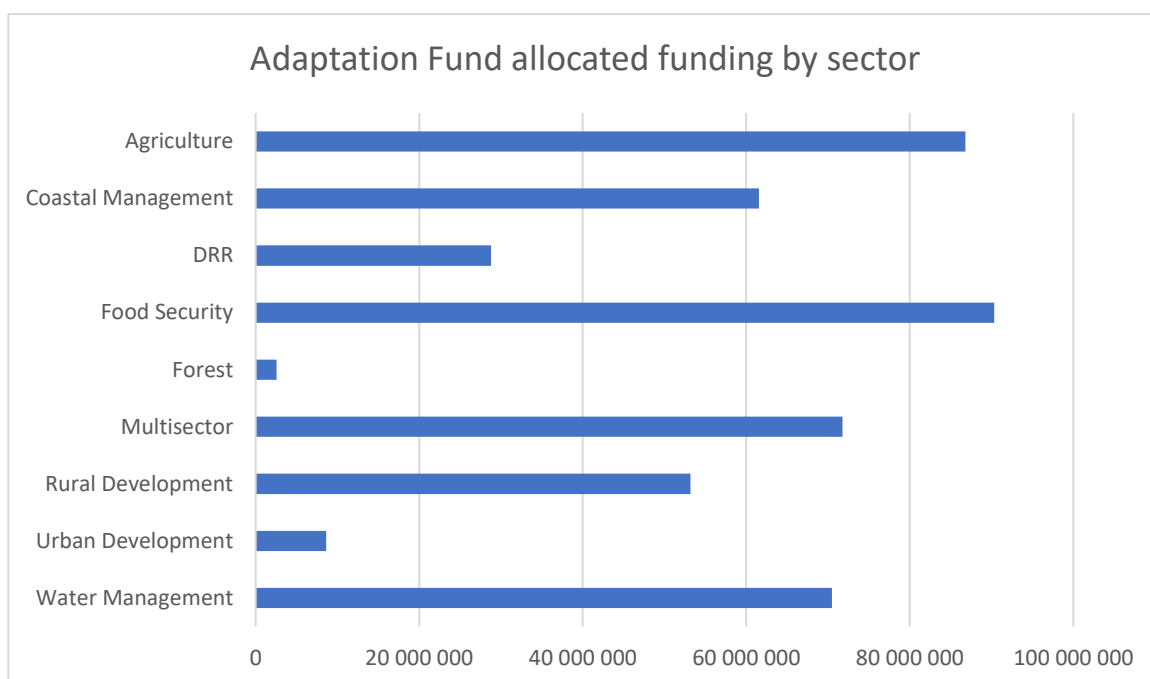


Table 2
Breakdown of the status of the active portfolio of approved projects/programmes by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2018

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	17	102 456 471
Under implementation	48	325 196 413.2
Completed	8	46 414 975

Table 3
Active pipeline of single-country project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund but not approved as at 30 June 2018^a

<i>Country</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)</i>	<i>Stage</i>
NIE proposals			
Armenia	EPIU	1 435 100	Full proposal ^b
Armenia	EPIU	2 506 000	Concept (endorsed)
Indonesia	Kemitraan	4 169 987	Concept (endorsed)
Indonesia	Kemitraan	998 878	Concept
Indonesia	Kemitraan	905 109	Concept (endorsed)
Indonesia	Kemitraan	946 287	Concept
Indonesia	Kemitraan	990 000	Concept
Indonesia	Kemitraan	589 975	Concept
Indonesia	Kemitraan	1 000 000	Concept
Namibia	DRFN	4 999 386	Full proposal
Dominican Republic	IDDI	9 954 000	Full proposal
Subtotal, NIEs		28 494 722	

<i>Country</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)</i>	<i>Stage</i>
RIE proposals			
Chad	OSS	9 600 000	Concept
Ecuador	CAF	2 489 373	Full proposal (recommended for approval) ^b
Togo	BOAD	10 000 000	Full proposal ^b
Subtotal, RIEs		22 089 373	
MIE proposals			
Cambodia	UN-Habitat	5 000 000	Full proposal
Mongolia	UN-Habitat	4 495 235	Full proposal (recommended for approval) ^b
Côte d'Ivoire	AfDB	9 866 905	Concept
Lesotho	WFP	9 801 608	Concept (endorsed)
Mozambique	AfDB	9 999 400	Concept
Uganda	AfDB	2 249 000	Concept (recommended for endorsement) ^b
Cameroon	IFAD	9 982 000	Full proposal ^b
Subtotal, MIEs		51 394 148	
Total, all implementing entities		101 978 243	

Abbreviations: AfDB = African Development Bank, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, DRFN = Desert Research Foundation of Namibia, EPIU = Environmental Project Implementation Unit, IDDI = Dominican Institute of Integral Development (IDDI), IFAD = International Fund for Agricultural Development (IFAD), MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel / Sahara and Sahel Observatory, RIE = regional implementing entity, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WFP = World Food Programme.

^a Single-country proposals that had been submitted to the Adaptation Fund between 1 July 2017 and 30 June 2018 but not yet approved by the Adaptation Fund Board or cancelled by the proponent by the end of that period.

^b These single-country proposals were recommended/not recommended for endorsement/approval as at the date of this report and await intersessional decision of the Adaptation Fund Board through a two-week non-objection process, to be completed by 16 July 2018.

Table 4
Active pipeline of regional project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund but not approved as at 30 June 2018^a

<i>Countries</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing requested (USD)^b</i>	<i>Stage</i>
RIE proposals			
Argentina, Uruguay	CAF	13 999 996	Concept (endorsed)
Burkina Faso, Mali	OSS	4 790 000	Pre-concept
Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda	OSS	13 079 540	Concept (recommended for endorsement) ^c
Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo	BOAD	14 000 000	Full proposal (recommended for approval) ^c
Chile, Ecuador	CAF	13 910 400	Full proposal (recommended for approval) ^c
Benin, Burkina Faso, Niger	OSS	11 536 200	Full proposal ^c
Subtotal, RIEs		71 316 136	

<i>Countries</i>	<i>Agency</i>	<i>Financing re- quested (USD)^b</i>	<i>Stage</i>
MIE proposals			
Côte d'Ivoire, Guinea	AfDB	14 000 000	Pre-concept (endorsed)
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	14 000 000	Concept (recommended for endorsement) ^c
Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo	WMO	7 920 000	Concept (endorsed)
Cuba, Dominican Republic, Jamaica	UNDP	4 969 367	Concept (endorsed)
Thailand, Viet Nam	UNEP	7 000 000	Concept (endorsed)
Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam	UNESCO	4 898 775	Full-proposal
Albania, Montenegro, the former Yugoslav Republic of Macedonia	UNDP	9 927 750	Pre-concept (endorsed)
Belize, Guatemala	UNEP	10 009 125	Pre-concept (endorsed)
Chile, Colombia, Peru	WMO	7 398 000	Pre-concept (endorsed)
Comoros, Madagascar, Malawi, Mozambique	UN-Habitat	13 997 423	Full-proposal ^c
Kazakhstan, Tajikistan, Uzbekistan	UNESCO	5 000 000	Concept (recommended for endorsement) ^c
Subtotal, MIEs		99 120 440	
Total, all implementing entities		170 436 576	

Abbreviations: AfDB = African Development Bank, BOAD = West African Development Bank, CAF = Corporación Andina de Fomento, MIE = multilateral implementing entity, OSS = Observatoire du Sahara et du Sahel (Sahara and Sahel Observatory), RIE = regional implementing entity, UNDP = United Nations Development Programme, UNEP = United Nations Environment Programme, UNESCO = United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, UN-Habitat = United Nations Human Settlements Programme, WMO = World Meteorological Organization.

^a Regional proposals that had been submitted to the Adaptation Fund between 1 July 2017 and 30 June 2018 but not yet approved by the Adaptation Fund Board or cancelled by the proponent by the end of that period.

^b Funding request amounts are as in the latest submission of the proposal. Only proposals that had been endorsed by the governments of all prospective recipient countries are included.

^c These regional proposals were under review at the end of the reporting period.

Table 5
Overview of active pipeline of single-country and regional proposals under development

	<i>Submitted by NIE</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Submitted by RIE</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Submitted by MIE</i>	<i>Total value (USD)</i>	<i>Total</i>	<i>Total value (USD)</i>
Single-country projects and programmes								
Concept submitted, not endorsed	5	4 435 140	1	9 600 000	3	22 115 305	9	36 150 445
Concept submitted, endorsed	3	7 581 096	0	0	1	9 801 608	4	17 382 704
Full proposal submitted, not approved	3	16 388 486	2	12 489 373	3	19 477 235	8	48 355 094
Regional projects and programmes								
Pre-concept submitted, not endorsed	–	–	1	4 790 000	0	0	1	4 790 000
Pre-concept submitted, endorsed	–	–	0	0	4	41 334 875	4	41 334 875
Concept submitted, not endorsed	–	–	0	0	0	0	0	0
Concept submitted, endorsed	–	–	2	27 079 536	5	38 889 367	7	65 968 903
Full proposal submitted, not approved	–	–	3	39 446 600	2	18 896 198	5	58 342 798
Total	11	28 404 722	9	93 405 509	18	150 514 588	38	272 324 819

Abbreviations: MIE = multilateral implementing entity, NIE = national implementing entity, RIE = regional implementing entity.

^a This table includes single-country and regional proposals that were under review at the end of the reporting period.

Annexe VII

Orientations de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa treizième session et suite donnée par le Conseil du Fonds pour l'adaptation

[Anglais seulement]

CMP decision

Adaptation Fund Board response

Decision 1/CMP.13: Report of the Adaptation Fund Board

Paragraph 8

Also encourages the Adaptation Fund Board, in line with its existing mandate, to continue its consideration of linkages between the Adaptation Fund and other funds, and to report on the outcomes thereof to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its fourteenth session (December 2018)

Refer to paragraphs 45–56 in chapter III (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document. Following decisions by the Board, during the forty-eighth sessions of the subsidiary bodies the Chair and Vice-Chair of the Fund, supported by its secretariat, held a bilateral meeting with the Co-Chairs of the GCF and discussed possible concrete steps to enhance complementarity and coherence between the two funds

Paragraph 9

Further encourages the Adaptation Fund Board to implement its medium-term strategy

Refer to paragraphs 32–36 in the section “Medium-term strategy” of chapter II of this document

Paragraph 10

Encourages the Adaptation Fund Board to continue its deliberations on enhancing and streamlining accreditation policies for implementing entities, including reaccreditation of previously accredited entities

Refer to paragraph 19 in the section “Accreditation of implementing entities” of chapter II of this document. With regard to reaccreditation, note also the earlier Adaptation Fund Board decision B.28/38, by which the Board approved the fast-track reaccreditation process for the Fund’s implementing entities that are also accredited with the GCF

Paragraph 11

Requests the Adaptation Fund Board to make available, as part of its annual report, information on board meetings and other relevant developments that have taken place after the publication of the main part of the annual report

Noted. The Board will issue an addendum to the annual report following its 32nd meeting, which will take place on 11 and 12 October 2018

Decision 2/CMP.13: Third Review of the Adaptation Fund

Paragraph 7

Encourages the Adaptation Fund Board:

(a) To consider options for improvement of efficiency with regard to the operation of the Adaptation Fund

Phase II of the overall evaluation of the Fund, finalized in June 2018, concluded that:

(a) The Fund is efficient in managing the accreditation and project cycle processes. Even as the volume of accreditation applications and project proposals increases, the secretariat maintains its efficiency;

(b) The Fund has a clear advantage in efficient project approval processes. It has the smallest secretariat, which is indicative of cost efficiency;

(c) Projects in general are delivered on time, although implementation delays affect overall time frames and in some instances lead to revision of activities.

With regard to improvement of the efficiency of the accreditation and reaccreditation processes, refer to paragraph

CMP decision

Adaptation Fund Board response

19 in the section “Accreditation of implementing entities” of chapter II of this document

(b) To continue to engage with subnational actors and the private sector through, inter alia, microfinance schemes, weather-based insurance arrangements, involvement with local industry groups and farmers in adaptation projects, and public–private partnerships

The Board engages, through its portfolio of projects and programmes, with subnational actors and the private sector, and does so through, inter alia, microfinance schemes, weather-based insurance arrangements, and involvement with local industry groups and farmers in adaptation projects. For instance, a project implemented in Djibouti supports the development of microfinance products to facilitate and promote diversified and climate resilient agropastoral production systems. In Argentina and Georgia, the Fund has successfully helped piloting horticulture and flood insurance schemes, respectively, to support vulnerable communities to adapt to extreme weather events in the target areas in those countries. In Peru and Senegal, local fish processing and tourism industries have been engaged with to reduce the vulnerability of coastal ecosystems and communities. Lastly, farmers have been supported in different circumstances, regions and ecosystems, including the most vulnerable smallholders through grant packages and training, or other farmers through the establishment of revolving funds, microfinance and insurance schemes, and the provision of training, to reduce their vulnerability to extreme climate events. The continuing efforts of the Fund to engage with subnational actors and the private sector will be strengthened while the Fund implements the medium-term strategy, adopted by the Board in October 2017, of which the three pillars are action, innovation, and learning and sharing

(c) To consider voluntary tracking of climate finance mobilized, where appropriate

Since the approval of the reporting process and the project performance template in December 2011 by Adaptation Fund Board decision B.16/21, the Board has tracked, at the level of individual projects and programmes, voluntary co-financing through project documents and annual project performance reports

(d) To continue the efforts to enhance complementarity and coherence with other funds both under and outside the Convention

Refer to paragraphs 45–56 in chapter III (“Operational linkages and relations with institutions under the Convention”) of this document

Paragraph 8

Requests the Adaptation Fund Board:

(a) To consider lessons learned from the Adaptation Fund’s engagement with private sector stakeholders in adaptation projects at the local level, including in the decision-making processes of the Adaptation Fund and in communications with donors

The medium-term strategy adopted by the Board in October 2017 includes learning and sharing as one of its three pillars, which provides opportunities to compile, analyse and disseminate lessons learned from engagement with private sector stakeholders, among other areas

(b) To monitor and assess project approval time under the Readiness Programme, identifying any linkages of this time to the introduction of the Adaptation Fund’s environmental and social policy, and to take measures to reduce the time, as necessary, while continuing to implement its environmental and social safeguards and gender policy

The Readiness Programme provides support for improving implementing entities’ capacity to comply with the requirements of the environmental and social policy, as well as with the gender policy, both through training organized in workshops and seminars, and through targeted small grants that enable the acquisition of technical assistance. The Fund also has produced and updated relevant guidance documents. The Board has observed increased capacity among implementing entities,

CMP decision

Adaptation Fund Board response

(c) To continue to provide information on project approval time

including national, regional and multilateral implementing entities, with the comprehensive safeguards policies of the Fund

Project approval time is a standard indicator tracked by the Board through the annual performance reports prepared by the secretariat

(d) To continue monitoring the adaptation impacts and results of the Adaptation Fund, including using local and sector-specific metrics

The results-based management system of the Fund combines the goals of collecting locally and sectorally relevant information on impacts and results, and of collecting results-related information that can be aggregated at the Fund level across projects, regions and sectors. The system, through the project performance reporting system, encourages the identification, collection, analysis and dissemination of lessons learned that are specific to the particular circumstances where the project or programme is implemented This includes using local and sector-specific metrics that are best suited to those circumstances.

(e) To report on progress made on the mandates arising from this decision in the future reports of the Adaptation Fund to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol

Noted

Abbreviations: CMP = Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, GCF = Green Climate Fund.

Annexe VIII

**Rapport financier du Fonds d'affectation spéciale
du Fonds pour l'adaptation au 30 juin 2018, établi
par l'administrateur : supplément au rapport
du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la Conférence
des Parties agissant comme réunion des Parties
au Protocole de Kyoto à sa quatorzième session***

[Anglais seulement]

**Adaptation Fund Trust Fund
Financial Report
Prepared by the Trustee
*As of June 30, 2018***

Supplemental Report for the Adaptation Fund Board Report to CMP 14

* Text reproduced as received.

Table of Contents

Table of Contents

Introduction	63
Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2018.....	64
1.AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2018.....	65
2.CER Sales Proceeds and Donations.....	65
3.Asset Mix and Investment Income	68
4.Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs).....	69
5.Funds Available 72	
Annex – Detailed CER Monetization Record.....	73
Glossary	73

Introduction

This report is produced by the World Bank as interim trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP¹.

The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2018.

¹ The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”

Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2018

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

Cumulative resources received into the AF Trust Fund through CER sales proceeds and donations was USDeq. 737.68 million as of June 30, 2018.

Since the start of the CER monetization program in May 2009, the Trustee has generated revenues of USDeq. 199.40 million through CER sales, USDeq. 1.57 million of which were from CER sales for the period July 1, 2017 to June 30, 2018 (fiscal year 2018). As of June 30, 2018, cumulative donations received amounted to USDeq. 538.29 million.

Investment Income

As of June 30, 2018, the AF Trust Fund earned investment income of approximately USD 15.82 million on the liquid balances in the Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 1.72% for fiscal year 2018.

Funding Approvals

Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2018 totaled USD 524.80 million, of which USD 476.75 million represents approvals for projects and programs.

Cash Transfers

The Trustee has transferred a total of USD 336.56 million up to June 30, 2018, including USD 294.84 million related to projects and programs.

Funds Held in Trust

Funds Held in Trust² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2018 amounted to USDeq. 416.95 million, of which the amount set aside for operational reserve is USD 3 million.

Funds available for AF Board funding decisions

Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 225.70 million as of June 30, 2018.

² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and unencashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

1. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2018

In USD millions

	Total	% of Total
<u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u>		
CER Sales Proceeds	199.40	27.0%
Donations	538.29	73.0%
Pledges	-	0.0%
Total CER Sales Proceeds and Donations	<u>737.68</u>	<u>100.0%</u>

<u>Cumulative Resources</u>		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	199.40	26.5%
Donations	538.29	71.4%
Investment Income earned	15.82	2.1%
Total Resources Received	<u>753.51</u>	<u>100.0%</u>
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	-	0.0%
Pledges	-	0.0%
Total resources not yet received	<u>-</u>	<u>0.0%</u>
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	<u>753.51</u>	<u>100.0%</u>

<u>Cumulative Funding Decisions</u>		
Programs and Projects (MIE)	274.82	52.4%
Programs and Projects (NIE)	162.06	30.9%
Programs and Projects (RIE)	39.88	7.6%
Administrative Budget	48.05	9.2%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	<u>524.80</u>	<u>100.0%</u>
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	<u>228.70</u>	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	<u>225.70</u>	

<u>Funds Available</u>		
Funds Held in Trust with no restrictions	413.95	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	188.24	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	<u>225.70</u>	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

2. CER Sales Proceeds and Donations

CER SALES PROCEEDS

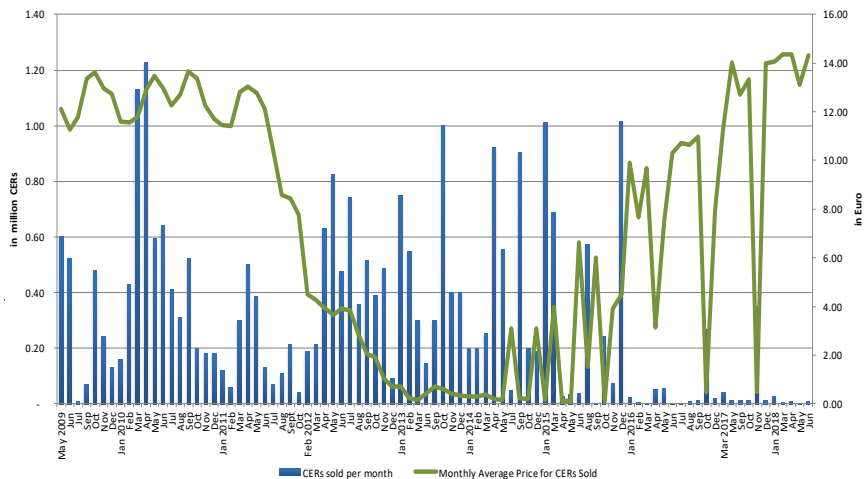
This table shows the proceeds from CER sales received into the Adaptation Fund Trust Fund.

The Trustee has generated revenues of USDeq. 199.40 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.

Calendar Year		CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009	Q2	5,044,100	1,120,000	18.55
	Q3	5,461,361	80,000	1.52
	Q4	5,225,632	850,000	16.06
2010	Q1	4,161,678	1,720,000	27.95
	Q2	2,174,188	2,465,000	41.84
	Q3	1,306,693	1,240,000	20.92
	Q4	1,888,232	560,000	9.51
2011	Q1	3,005,041	480,000	8.18
	Q2	3,403,530	1,015,000	18.59
	Q3	4,966,292	390,000	4.80
	Q4	6,255,615	40,000	0.42
2012	Q1	7,514,701	400,000	2.31
	Q2	7,034,418	1,931,000	9.41
	Q3	6,280,769	1,614,000	6.22
	Q4	8,217,077	965,000	1.71
2013	Q1	9,035,889	1,498,000	0.25
	Q2	10,528,786	144,303	0.08
	Q3	10,932,978	300,000	0.29
	Q4	9,749,545	1,800,000	1.18
2014	Q1	8,582,226	655,000	0.29
	Q2	8,502,467	1,478,000	0.34
	Q3	8,626,126	950,594	0.26
	Q4	7,882,366	389,680	0.11
2015	Q1	7,099,207	1,696,880	3.18
	Q2	8,079,205	97.415	0.28

CER SALES VS. MONTHLY AVERAGE PRICE

This chart presents the number of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for CERs sold between May 2009 and June 2018. During fiscal year 2018, the Trustee sold 0.43 million CERs and generated USDeq. 1.57 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2018 was EUR 3.04 per ton.



DONATIONS

Donor	Currency	Pledged Donation in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USDeq. a/
Austria	EUR	500,000	500,000	500,000	690,250
Belgium	EUR	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,645,500
Belgium (Flanders)	EUR	7,250,000	7,250,000	7,250,000	7,806,813
Belgium (Walloon Region)	EUR	8,500,000	8,500,000	8,500,000	9,755,500
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	4,801,575	4,801,575	4,801,575	5,601,872
Corporacion Andina de Fomento	USD	56,000	56,000	56,000	56,000
Finland b/	USD	67,534	67,534	67,534	67,534
Finland	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	6,803,000
France b/	USD	53,340	53,340	53,340	53,340
France	EUR	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,564,000
Germany	EUR	240,000,000	240,000,000	240,000,000	283,131,200
Ireland	EUR	300,000	300,000	300,000	356,550
Italy	EUR	14,000,000	14,000,000	14,000,000	16,375,900
Japan b/	USD	8,088	8,088	8,088	8,088
Luxembourg	EUR	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,105,296
Monaco	EUR	10,000	10,000	10,000	12,197
Norway b/	USD	87,700	87,700	87,700	87,700
Norway	NOK	15,000,000	15,000,000	15,000,000	2,439,381
Spain	EUR	45,000,000	45,000,000	45,000,000	57,055,000
Sweden	SEK	835,000,000	835,000,000	835,000,000	108,548,931
Switzerland b/	USD	77,668	77,668	77,668	77,668
Switzerland	CHF	13,000,000	13,000,000	13,000,000	14,125,926
United Kingdom	GBP	10,000,000	10,000,000	10,000,000	15,915,000
United Nations Foundation	USD	-	1,528	1,528	1,528
Others	GBP	-	326	326	504
Others	EUR	-	412	412	566
Total Donations Received					538,285,245

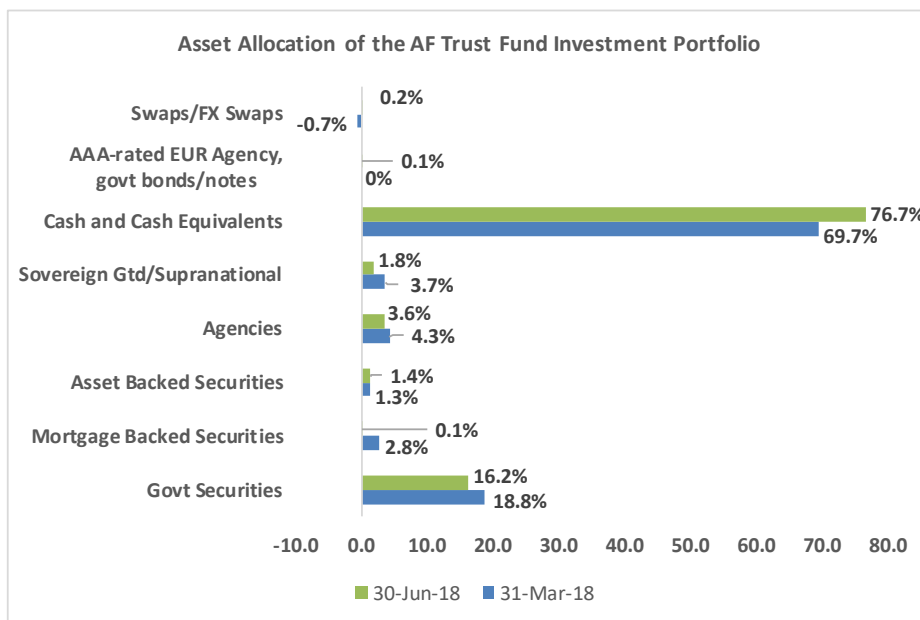
a/ Represents actual USD receipts.

b/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

3. Asset Mix and Investment Income

ASSET MIX

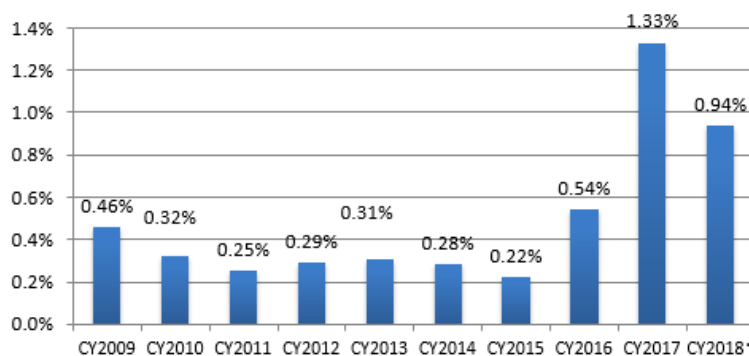
The undisbursed cash balance of the Adaptation Fund Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio (“Pool”) for all trust funds managed by IBRD. Funds are managed such that the expected maximum loss, as measured by the CVaR, in the worst 1% of cases will not exceed 0.25% at the portfolio’s investment horizon. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to government securities and money-market instruments.



Note: The negative position in swaps is primarily due to changes in foreign currency exchange (FX) rates in cross currency basis swaps. Such swap instruments are used to implement currency hedges on bond positions within the portfolio. These hedges remain in place.

INVESTMENT RETURNS

The AF Trust Fund liquid portfolio earned approximately USD 15.82 million in investment income since inception. The portfolio return during fiscal year 2018 was 1.72%, with the largest contributors to investment performance being money market instruments and sovereign bonds.



*non-annualized

4. Cumulative Funding Decisions (breakdown by NIEs, RIEs and MIEs)

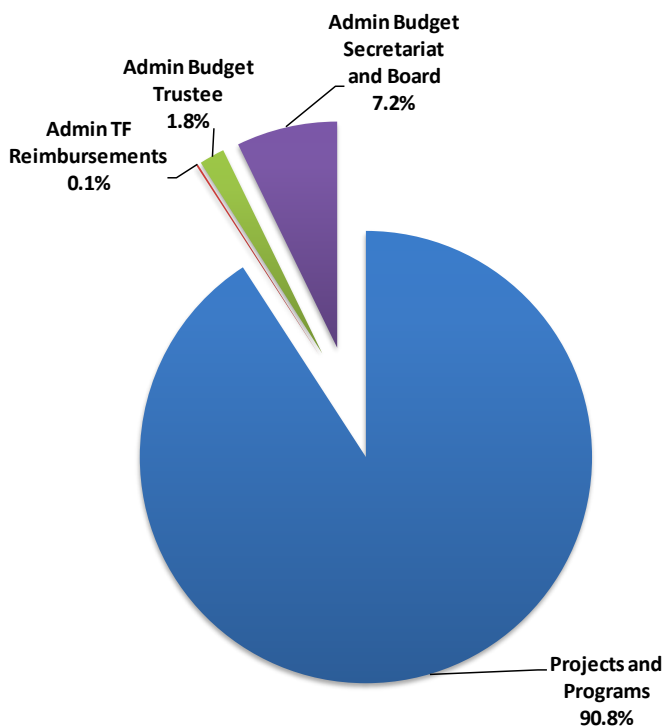
In USD millions

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	476.75
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00 a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.67 a/	
Argentina	WB	4.30	-	-	
Armenia	EPIU	-	-	0.03 a/	
Armenia	EPIU	-	-	0.03 a/	
Belize	WB	6.00	-	-	
Benin	FNE	-	-	0.03 a/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-	
Chile	AGCI	-	-	9.99 a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-	
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-	
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00	
Costa Rica	FDS	-	-	10.00 a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-	
Djibouti	UNDP	4.66	-	-	
Dominican Republic	IDDI	-	-	0.03 a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-	
Egypt	WFP	6.90	-	-	
Eritrea	UNDP	6.52	-	-	
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99	
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-	
Georgia	UNDP	5.32	-	-	
Ghana	UNDP	8.29	-	-	
Guatemala	UNDP	5.43	-	-	
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-	
Honduras	UNDP	5.62	-	-	
Honduras	UNDP	4.38	-	-	
India	NABARD	-	-	1.37 a/	
India	NABARD	-	-	0.69	
India	NABARD	-	-	2.54 a/	
India	NABARD	-	-	1.82 a/	
India	NABARD	-	-	0.97	
India	NABARD	-	-	2.58 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	0.03 a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-	
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00 a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26 a/	
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Lao, PDR	UN HABITAT	4.50	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.80	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	1.00 a/	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00 a/	
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	

1. Programs and Projects	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	476.75
<i>(continued)</i>					
Namibia	DRFN	-	-	5.03 a/	
Namibia	DRFN	-	-	0.03 a/	
Nepal	WFP	9.53	-	-	
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00 a/	
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	6.95	
Peru	CAF	-	2.94	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	10.00 a/	
Samoa	UNDP	8.73	-	-	
Senegal	CSE	-	-	8.62	
Senegal	CSE	-	-	1.38 a/	
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	7.53 a/	
South Africa	SANBI	-	-	2.47 a/	
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uruguay	ANII	-	-	10.00 a/	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Regional		26.42	0.30	- a/ d/	
Africa		-	-	0.75 b/ c/	
Asia		-	-	0.08 b/ c/	
Caribbean		-	-	0.08 b/ c/	
Central America		-	-	0.05 c/	
South America		-	-	0.03 c/	
Oceania		-	-	0.03 c/	
Sub-Total by IE type		274.82	39.88	162.06	
% Total Programs and Projects		58%	8%	34%	
2. Administrative Budget					48.05
AF Administrative Trust Fund e/					0.69
Administrative Budget - Trustee					9.49
Administrative Budget - AF Board and Secretariat					37.87
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					524.80
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts.					
b/ Represents accreditation support					
c/ Represents technical assistance					
d/ Includes approved regional projects					
e/ Represents reimbursable contributions from UNEP and Australia to the Administrative Trust Fund					

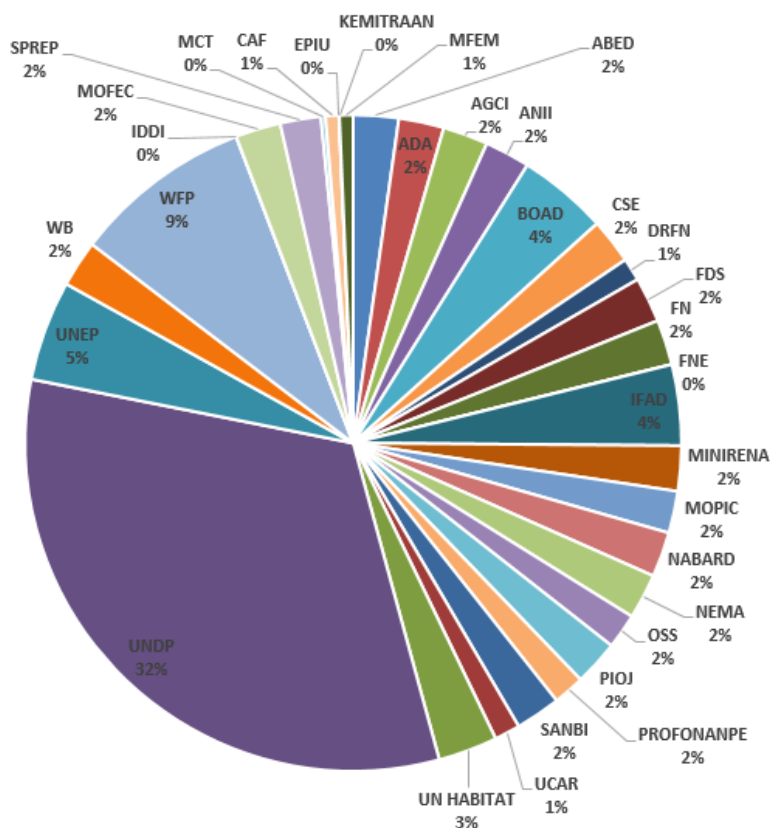
CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

Since inception to June 30, 2018 funding approvals made by the AF Board amounted to USD 524.80 million.



FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 476.75 million.



5. Funds Available

In USD millions

	As of June 30, 2018 (a)	As of June 30, 2017 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	753.51	649.50	104.00
a. Cash receipts from CER proceeds	199.40	197.82	1.57
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	538.29	442.40	95.89
c. Investment Income earned	15.82	9.28	6.54
2. Cumulative Cash Transfers	336.56	270.24	66.32
a. Projects and Programs	294.84	234.28	60.56
b. Operational Expense	41.72	35.96	5.76
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	416.95	379.26	37.68
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	188.24	190.37	(2.13)
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	225.70	185.89	39.81

Note: sub-totals may not add up due to rounding

Annex – Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Market Price	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee	Total Euro	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.62	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	11.62	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	80,000	12.74	13.16	1,044,000	1,519,280
	Q4	OTC	400,000	12.72	12.41	4,965,000	7,372,659
		Exchange	450,000	12.72	13.02	5,860,600	8,689,141
2010	Q1	OTC	1,300,000	11.69	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.69	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.02	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.02	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	12.90	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.90	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.47	12.48	6,991,500	9,511,362
2011	Q1	OTC	300,000	11.89	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.89	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	12.49	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.49	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.49	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	9.07	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-	-
2012	Q1	Exchange	40,000	6.21	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-	-
	Q2	Exchange	400,000	4.16	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.82	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.82	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	0.18	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.91	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	0.18	1.05	6,300	8,027
2013	Q1	Exchange	959,000	0.18	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.16	0.13	190,280	254,006
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.28	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.60	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.45	0.49	868,000	1,181,238
2014	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.31	0.36	216,900	293,664
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.14	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	550,594	0.16	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	789,680	0.07	1.35	166,494	208,182
2015	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,696,880	0.02	1.70	2,886,627	3,175,996
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	97,415	0.45	2.56	249,430	279,669
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	574,273	0.49	0.20	113,720	130,493
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	1,327,170	0.59	0.95	1,260,042	1,371,219
2016	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	72,135	0.40	4.16	299,802	327,512
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	65,491	0.41	6.75	442,164	499,286
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	23,988	0.39	10.93	262,117	293,240
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	286,362	0.33	0.73	208,473	223,416
2017	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	40,047	0.28	13.00	520,486	562,913
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	10,647	0.23	14.00	149,098	163,450
	Q3	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	11,039	0.20	12.71	140,325	168,532
	Q4	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	373,491	0.21	14.26	-	-
2018	Q1	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	29,450	0.18	14.05	413,633	506,386
	Q2	Exchange	-	-	-	-	-
		OTC	18,468	0.21	14.26	263,435	315,047
Total			26,712,433			148,987,699	199,397,458

a/ net of EUR 10,000 exchange fees

Glossary

ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperacion Internacional - Chile
ANII	Agencia Nacional de Investigación e Innovación – Uruguay
BOAD	West African Development Bank
CAF	Development Bank of Latin America
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
DRFN	Desert Research Foundation Namibia
EPIU	Environmental Project Implementation Unit – Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura – Colombia
FNE	Fonds National pour l’Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources – Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority – Kenya
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Fondo de Promoción de las Áreas Naturales Protegidas del Perú
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
WB	World Bank
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program